

13 DECEMBRE 2001. — Décret contenant le budget général des Dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2002

Le Collège,

Sur la proposition du Membre du Collège chargé du Budget et après en avoir délibéré,

Arrête :

Le Membre du Collège chargé du Budget est chargé de présenter, au nom du Collège, à l'Assemblée de la Commission communautaire française, le projet de décret dont la teneur suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 116, § 1^{er}, 121, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Il est ouvert pour les dépenses du budget de la Commission communautaire française afférentes à l'année budgétaire 2002, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

en milliers d'EUR

	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Crédits non dissociés	241.828	241.828
Crédits dissociés	15.237	15.852
TOTAUX	257.065	257.680

Ces crédits sont énumérés au tableau annexé au présent décret.

Art. 3. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846 et de l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 31 mai 1966 portant règlement de l'engagement des dépenses des services d'administration, des avances de fonds d'un montant de 248.000 EUR peuvent être consenties aux comptables extraordinaires, à l'effet de payer, indépendamment des menues dépenses, les créances n'excédant pas 4.958 EUR (T.V.A. incluse).

Autorisation est donnée à ces comptables de consentir aux fonctionnaires et experts envoyés en mission à l'étranger les avances nécessaires, même si ces avances sont supérieures à 4.958 EUR et pour autant qu'elles n'excèdent pas 9.916 EUR.

Le paiement des rémunérations d'experts venant d'autres pays et des frais résultant des arrangements avec des pays étrangers peuvent également se faire par avance de fonds, pour autant qu'elles n'excèdent pas 9.916 EUR.

Le comptable extraordinaire désigné par le Collège est autorisé à payer les créances n'excédant pas 9.916 EUR (T.V.A.C.) à l'aide des avances de fonds imputées aux allocations de base 29.02.12.11 et 29.02.74.02.

En matière de personnel, des avances de fonds peuvent être consenties au comptable extraordinaire sur les allocations de base 21.00.11.05 (frais liés au personnel) et 29.03.11.05 (frais liés au personnel - uniquement factures chèques-repas) à l'effet de payer des créances n'excédant pas 61.973 EUR (T.V.A.C.) et sur l'allocation de base 21.00.12.03 (frais de gestion du personnel) pour payer des créances n'excédant pas 173.525 EUR (T.V.A.C.).

En matière d'enseignement, des avances de fonds d'un maximum de 372.000 EUR peuvent être consenties aux comptables extraordinaires à charge des articles budgétaires 29.03.12.11 et 29.03.74.01 des Institutions d'enseignement de la Commission communautaire française dont les noms suivent :

- l'Institut Emile GRYSOEN
- l'Institut REDOUTE-PEIFFER
- l'Internat de la Commission communautaire française
- l'Institut Roger GUILBERT
- CERIA, Affaires générales
- l'Institut Roger LAMBION
- l'Ecole supérieure des Arts du Cirque
- l'IPHOV

En matière d'enseignement, des avances de fonds peuvent être consenties sur l'allocation de base 29.03.74.01 (achats de biens durables), à l'effet de payer, indépendamment des menues dépenses, les créances n'excédant pas 9.916 EUR (T.V.A. incluse).

En matière de dépenses d'énergie et d'eau, les comptables extraordinaires sont autorisés à payer des créances n'excédant pas 49.600 EUR (T.V.A. incluse).

Des avances de fonds, d'un maximum de 744.000 EUR peuvent être consenties au comptable extraordinaire à charge de l'article budgétaire relatif au paiement des frais de transport scolaire.

En matière de transport scolaire, les avances de fonds peuvent servir les créances, quel qu'en soit le montant, pour autant que les marchés aient fait l'objet d'un contrat.

Art. 4. Par dérogation à l'article 14, premier alinéa, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, les avances visées à l'article 15, 2^o, de ladite loi peuvent servir à payer les frais de raccordement, de placement et de location d'un appareil téléphonique et les frais d'un système de télévigilance imputés à l'allocation de base 22.10.33.04.

Art. 5. Par dérogation à l'article 15 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, les crédits inscrits aux allocations de base : 21.00.11.03; 21.00.11.04; 22.32.11.01; 22.32.11.02; 25.00.11.04; 29.02.11.01; 29.03.11.01; 29.03.11.02 et 29.03.11.04 peuvent être redistribués entre eux par un arrêté du Collège.

Art. 6. Par dérogation à l'article 15 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, les crédits inscrits aux allocations de base 22.50.52.01; 22.50.52.02; 22.50.63.21; 22.50.63.22 et 23.50.52.01 peuvent être redistribués entre eux par un arrêté du Collège.

Art. 7. Par dérogation à l'article 40, § 1^{er}, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles prévues à l'article 41 des mêmes lois.

Art. 8. Des provisions peuvent être allouées aux avocats, aux experts et aux huissiers de justice agissant pour le compte de la Commission communautaire française.

Art. 9. Les intérêts et amortissements des emprunts imputés respectivement aux allocations de base :

22.50.43.21	Emprunts des infrastructures sociales (intérêts)
22.50.63.26	Emprunts des infrastructures sociales (amortissements)
27.01.43.03	Dotation à la Société publique d'Administration des Bâtiments scolaires bruxellois
27.03.21.11	Emprunts garantis par le Fonds de garantie des Bâtiments scolaires (intérêts)
27.03.91.11	Emprunts garantis par le Fonds de garantie des Bâtiments scolaires (amortissements)
27.04.21.11	Emprunts de l'ex-Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées – Intérêts
27.04.91.11	Emprunts de l'ex-Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées – Amortissements
27.05.21.11	Office de Promotion du Tourisme – intérêts des emprunts
27.05.91.11	Office de Promotion du Tourisme – amortissements

peuvent être payés selon la procédure des dépenses fixes.

Cette procédure s'applique aussi aux dépenses imputées aux allocations de base :

21.00.12.11	Frais de fonctionnement (frais bancaires et postaux – notamment les assignations postales)
21.00.11.05	Frais liés au personnel (cotisations pour la tutelle médicale et la prime syndicale, titres-repas, abonnements STIB, S.N.C.B....)
21.00.11.11	Charges des pensions des agents pensionnés de l'ex-FBFISPPH
25.00.11.04	Rémunération du personnel d'accompagnement (titres-repas, abonnements sociaux, primes syndicales...)
29.03.11.05	Frais liés au personnel (titres-repas...)

Les chèques-repas et les abonnements STIB imputés respectivement aux allocations de base :

A.B. 01.00.11.02	Traitements et indemnités du personnel du Cabinet TOMAS
A.B. 02.00.11.02	Traitements et indemnités du personnel du Cabinet de DONNEA
A.B. 03.00.11.02	Traitements et indemnités du personnel du Cabinet GOSUIN
A.B. 04.00.11.02	Traitements et indemnités du personnel du Cabinet DRAPS
A.B. 05.00.11.02	Traitements et indemnités du personnel du Cabinet HUTCHINSON

peuvent être payés selon la procédure des dépenses fixes.

Cette procédure s'applique également aux dépenses concernant les jetons de présence et allocations de traitement à des personnes non soumises au régime de la T.V.A. imputées aux allocations de base :

21.00.12.04	Frais de formation du personnel (Commission d'évaluation de l'acquis, honoraires des formateurs)
21.00.12.11	Frais de fonctionnement (Chambre de recours disciplinaire, Chambre de recours relative à l'évaluation, Commission relative à la publicité des actes administratifs)
22.10.12.01	Prestations de tiers, frais d'étude, colloque, frais de mission des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration (Conseil consultatif Aides aux personnes)
22.20.12.02	Dépenses de toute nature en matière d'immigration (Comité d'experts –Secteur de l'insertion sociale)
23.10.12.01	Prestations de tiers, frais d'étude, colloque, frais de mission des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration (Conseil consultatif Santé)
24.00.12.01	Prestations de tiers, frais d'étude, colloque, frais de mission des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration (Conseil supérieur du Tourisme)
29.03.12.11	Dépenses de fonctionnement des Ecoles de la C.C.F. hors Haute Ecole (enseignement – jury d'examen, conférences, leçons didactiques)

La première tranche de la dotation au Service à Gestion séparée, imputée à l'allocation de base :

22.33.41.03	Dotation au Service à Gestion séparée
-------------	---------------------------------------

peut être payée selon la procédure des dépenses fixes.

Art. 10. Par dérogation aux articles 5 et 6 des lois sur la Comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, des créances d'années antérieures peuvent être apurées à charge des crédits ouverts par le présent décret et relatives aux :

AB 01.00.11.02	Traitements et indemnités du personnel de Cabinet du Président du Collège
AB 02.00.11.02	Traitements et indemnités du personnel de Cabinet du Membre du Collège
AB 03.00.11.02	Traitements et indemnités du personnel de Cabinet du Membre du Collège
AB 04.00.11.02	Traitements et indemnités du personnel de Cabinet du Membre du Collège
AB 05.00.11.02	Traitements et indemnités du personnel de Cabinet du Membre du Collège
AB 21.00.01.02	Dépenses de toute nature relatives au déménagement
AB 21.00.11.03	Rémunération du personnel statutaire
AB 21.00.11.04	Rémunération du personnel contractuel
AB 21.00.11.05	Frais liés au personnel
AB 21.00.11.06	Pensions directes payées au personnel
AB 21.00.11.08	Charges et provisions de pensions des agents provenant de l'ex-Commission communautaire française
AB 21.00.11.09	Charges et provisions de pensions des agents de l'ex-province de Brabant
AB 21.00.11.10	Primes de responsabilisation
AB 21.00.11.11	Charges des pensions des agents pensionnés de l'ex-FBFISPPH
AB 21.00.11.20	Pensions des agents ex-Province de Brabant admis à la retraite au 1 ^{er} janvier 1995
AB 21.00.12.03	Frais de gestion du personnel
AB 21.00.12.04	Frais de formation et d'information du personnel
AB 21.00.12.05	Frais liés à l'informatisation de l'administration
AB 21.00.12.09	Mission du Service interne de Prévention et de Protection du Travail (SIPP) - fonctionnement
AB 21.00.12.11	Frais généraux de fonctionnement
AB 21.00.12.14	Frais de gestion des bâtiments administratifs de la COCOF
AB 21.00.74.01	Dépenses patrimoniales
AB 22.10.33.03	Subventions aux centres de service social et d'action sociale globale
AB 22.10.33.05	Subvention à l'a.s.b.l. « Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale »
AB 22.10.33.06	Subventions aux maisons d'accueil
AB 22.20.33.04	Subventions aux associations visant à l'intégration des communautés locales et leur cohabitation
AB 22.20.43.05	Subventions aux communes en vue de l'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation
AB 22.32.11.01	Rémunération du personnel de l'Etoile Polaire
AB 22.32.12.11	Dépenses de fonctionnement - Etoile Polaire
AB 22.32.74.02	Dépenses patrimoniales de l'Etoile Polaire
AB 22.40.33.12	Subventions aux services d'aide à domicile
AB 22.40.33.13	Subventions aux centres de planning familial
AB 23.10.33.11	Subvention à l'a.s.b.l. « Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale »
AB 23.20.33.04	Subventions aux services de santé mentale
AB 23.20.33.05	Subventions aux centres de télé-accueil
AB 23.20.33.09	Subventions aux associations en matière de soins palliatifs
AB 23.20.33.16	Subventions aux services actifs en matière de toxicomanie
AB 24.00.12.01	Prestations de tiers, frais de missions (déplacements, séjours,...) des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration
AB 25.00.11.04	Rémunération du personnel d'accompagnement (Transports scolaires)
AB 25.00.12.03	Frais de transport (Transports scolaires)
AB 25.00.12.11	Dépenses de toute nature relatives aux Transports scolaires
AB 26.10.33.04	Initiatives de formation pour appointés et salariés hors IBFFP
AB 26.10.41.04	Contribution au financement du Bureau permanent de l'alternance
AB 26.20.41.02	Subvention de fonctionnement à l'IFPME
AB 27.01.12.11	Frais de fonctionnement (bâtiments scolaires)
AB 29.02.11.01	Rémunération du personnel Complexe sportif
AB 29.02.11.02	Charges et provisions de pensions (Complexe sportif)

AB 29.03.11.01	Rémunération du personnel hors Haute Ecole
AB 29.03.11.02	Rémunération du personnel Haute Ecole
AB 29.03.11.03	Charges et provisions de pension
AB 29.03.11.04	Activités parascolaires : Rémunération des animateurs et coordonnateurs
AB 29.03.11.05	Frais liés au personnel
AB 29.03.11.06	Quote-part dans les pensions du personnel enseignant subventionné issu de l'ex-province du Brabant
AB 29.03.12.10	Dépenses de fonctionnement des activités parascolaires
AB 29.03.12.11	Dépenses de fonctionnement des écoles de la Commission communautaire française, hors Haute Ecole
AB 29.03.12.12	Frais de gestion du personnel

Art. 11. Le Collège est autorisé à octroyer des subventions de fonctionnement et d'investissement à charge des allocations de base figurant dans le présent décret et reprises ci-après :

21.00.01.03	Dépenses de toute nature relatives à l'accord non-marchand
21.00.33.01	Dotation au service social
22.10.33.01	Subventions à des organismes d'aide sociale, familiale et du 3 ^e âge
22.10.33.02	Subventions pour les études et des initiatives en matière sociale
22.10.33.04	Frais de raccordement, de placement et de location d'un appareil téléphonique et frais d'un système de télévigilance
22.10.33.07	Subvention à l'a.s.b.l. « Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale »
22.10.33.07	Subventions aux organismes d'aide aux justiciables
22.10.43.02	Subventions pour des études et des initiatives en matière sociale (secteur public)
22.10.53.01	Subvention pour l'informatisation en matière d'action sociale
22.20.33.04	Subventions aux associations visant l'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation
22.20.33.05	Subventions à l'a.s.b.l. Centre bruxellois d'action interculturelle
22.20.43.05	Subventions aux communes en vue de l'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation
22.33.41.03	Dotation au service à gestion séparée
22.50.43.21	Infrastructures sociales : Subventions aux pouvoirs locaux (intérêts)
22.50.63.24	Subventions aux communes pour l'achat et l'aménagement de terrains de campement pour nomades
22.50.63.26	Infrastructures sociales : subventions aux pouvoirs locaux (amortissements)
23.10.33.01	Subventions pour la recherche dans le domaine de la santé
23.10.33.06	Subventions pour des études et des initiatives originales en matière de santé mentale
23.10.33.11	Subvention à l'a.s.b.l. « Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale »
23.10.33.13	Subventions pour des initiatives en matière de santé
23.10.33.13	Subventions pour des initiatives en matière de promotion de la santé
23.10.41.01	Coopération Etat fédéral et/ou entités fédérées
23.20.53.01	Subventions pour informatisation des services agréés
24.00.33.02	Subventions aux associations actives en matière de tourisme
24.00.43.01	Subvention de fonctionnement à l'OPT
24.00.52.03	Subventions d'investissement en tourisme social (secteur privé)
24.00.52.04	Subventions d'équipements touristiques (secteur privé)
24.00.53.01	Primes à la création et à la rénovation de « chambres d'hôtes ».
24.00.63.04	Subventions d'équipements touristiques (secteur public)
26.10.33.01	Promotion d'activités en matière de formation professionnelle
26.10.33.03	Subventions aux associations d'amateurs d'horticulture et d'apiculture
26.10.33.04	Initiatives de formation pour appointés et salariés hors IBFFP, notamment les indemnités de promotion sociale
26.10.33.05	Intervention dans le traitement du personnel des a.s.b.l. bruxelloises d'insertion socio-professionnelle

26.10.33.06	Subventions d'initiatives de diffusion et d'information liées aux activités d'insertion socio-professionnelle
26.10.33.07	Subventions à la FEBISP
26.10.33.08	Subventions pour financer la formation continue du personnel des organismes agréés
26.10.33.11	Financement de la délégation syndicale intercentres du secteur de l'insertion socio-professionnelle
26.10.41.04	Contribution au financement du Bureau permanent de l'alternance
26.10.45.23	Subventions des activités de toute nature organisées par d'autres pouvoirs publics en ce compris les activités de la Délégation régionale interministérielle aux Solidarités urbaines
26.10.45.23	Contribution financière de la Commission communautaire française au financement de l'agence FSE
26.20.33.01	Subventions en matière de formation des indépendants
26.20.41.01	Subventions pour la formation des indépendants
26.20.41.02	Subvention de fonctionnement à l'Institut de formation pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises
26.20.61.01	Charges immobilières des centres de formation
26.30.43.05	Subventions accordées à l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle pour son fonctionnement
26.30.43.06	Subventions accordées à l'Institut pour les actions de formation organisées dans le cadre de partenariat avec des acteurs publics ou privés
27.01.43.03	Dotation de la Société publique d'Administration des Bâtiments scolaires bruxellois
28.00.52.01	Subventions aux associations en matière d'investissement
28.00.52.02	Investissements en matière d'infrastructures sportives privées (arrêté royal du 1 ^{er} avril 1977)
29.03.43.05	Subventions de fonctionnement à la Haute Ecole Lucia de Brouckère
33.00.33.01	Subventions aux associations (Relations internationales)
30.00.45.01	Transfert au CGRI
30.01.33.01	Subventions aux associations (politique générale)

Art. 12. Le Collège est autorisé à apporter la garantie de la Commission communautaire française :

aux emprunts conclus par la Société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois en vue de refinancer des emprunts arrivant à échéance et faisant l'objet d'une garantie de la Commission communautaire française;

aux emprunts conclus par la Société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois en vue du remboursement anticipé d'emprunts conclus par ladite société et faisant l'objet d'une garantie de la Commission communautaire française;

aux opérations de gestion des taux d'intérêts (produits dérivés) conclues par la Société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois dans le cadre des emprunts bénéficiant de la garantie de la Commission communautaire française.

CHAPITRE II. — *Organisme d'intérêt public*

Art. 13. L'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle est autorisé, après accord du Collège, à utiliser un montant de 4.463 EUR prélevé sur ses réserves budgétaires pour mener une politique immobilière.

Le Collège de la Commission communautaire française est autorisé à apporter sa garantie à l'emprunt contracté par l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, n'excédant pas 12.394.676 euros.

CHAPITRE III. — *Service à gestion séparée*

Art. 14. Est approuvé le budget du Service à gestion séparée pour l'année budgétaire 2002, annexé au présent décret.

Art. 15. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Bruxelles, le 13 décembre 2001.

Au nom du Collège,

Le Membre chargé du Budget

BUDGET 2002 "Décret"

INTITULE	Div.	Progr.	Act.	A. B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
DIVISION 01 : CABINET DU PRESIDENT DU COLLEGE E. TOMAS												
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	1	0	0	11.02	cmd	223	9,0	9,0	9,3	223	223	230
Frais de fonctionnement du cabinet	1	0	0	12.19	cmd	25	1,0	1,5	1,0	25	37	25
Dépenses patrimoniales du cabinet	1	0	0	74.01	cmd	25	1,0	0,5	1,0	25	12	25
TOTAL DIVISION 01					cmd	273	11,0	11,0	11,3	273	273	280
DIVISION 02 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE F.-X. de Donnea												
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	2	0	0	11.02	cmd	131	5,3	5,5	5,5	131	136	135
Frais de fonctionnement du cabinet	2	0	0	12.19	cmd	27	1,1	1,1	1,1	27	27	28
Dépenses patrimoniales du cabinet	2	0	0	74.01	cmd	17	0,7	0,7	0,7	17	17	18
TOTAL DIVISION 02					cmd	176	7,1	7,3	7,3	176	181	181
DIVISION 03 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE D. GOSUIN												
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	3	0	0	11.02	cmd	139	5,6	5,6	5,8	139	139	143
Frais de fonctionnement du cabinet	3	0	0	12.19	cmd	25	1,0	1,0	1,0	25	25	25
Dépenses patrimoniales du cabinet	3	0	0	74.01	cmd	12	0,5	0,5	0,5	12	12	13
TOTAL DIVISION 03					cmd	176	7,1	7,1	7,3	176	176	181

BUDGET 2002 "Décret"

INTITULE	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
DIVISION 04 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE W. DRAPS												
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	4	0	0	11.02	cmd	174	7,0	7,0	7,2	174	174	179
Frais de fonctionnement du cabinet	4	0	0	12.19	cmd	2	0,1	0,1	0,2	2	2	5
Dépenses patrimoniales du cabinet	4	0	0	74.01	cmd	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
TOTAL DIVISION 04					cmd	176	7,1	7,1	7,4	176	176	184
DIVISION 05 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE A.HUTCHINSON												
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	5	0	0	11.02	cmd	139	5,6	5,6	5,8	139	139	143
Frais de fonctionnement du cabinet	5	0	0	12.19	cmd	30	1,2	1,3	1,2	30	32	30
Dépenses patrimoniales du cabinet	5	0	0	74.01	cmd	7	0,3	0,2	0,3	7	5	8
TOTAL DIVISION 05					cmd	176	7,1	7,1	7,3	176	176	181
DIVISION 06 : ASSEMBLEE DE LA C.C.F.												
Dotation à l'Assemblée	6	0	0	01.01	cmd	2.801	113,0	113,0	116,4	2.801	2.801	2.885
TOTAL DIVISION 06					cmd	2.801	113,0	113,0	116,4	2.801	2.801	2.885

BUDGET 2002 "Décret"

INTITULE	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
DIVISION 21 : ADMINISTRATION												
Prog. 0 : Subsistance												
Dépenses de toute nature relatives à l'IPHOV	21	0	0	01.01	cmd	1.872	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Dépenses de toute nature relatives au déménagement	21	0	0	01.02	cmd	372	15,0	15,0	26,0	372	372	645
Dépenses de toute nature relatives à l'accord non marchand	21	0	0	01.03	cmd	3.540	47,0	47,0	78,3	1.165	1.165	1.941
Rémunérations du personnel statutaire	21	0	0	11.03	cmd	5.900	243,0	243,0	336,2	6.024	6.024	8.334
Rémunérations du personnel contractuel	21	0	0	11.04	cmd	3.347	131,5	130,3	168,1	3.260	3.230	4.167
Frais liés au personnel	21	0	0	11.05	cmd	583	23,5	22,5	23,5	583	558	583
Charges et provisions de pensions des agents de l'ex-CFC	21	0	0	11.08	cmd	379	15,3	16,3	43,3	379	404	1.073
Charges et provisions de pensions des agents de l'ex-Province de Brabant	21	0	0	11.09	cmd	2.095	98,5	98,5	97,5	2.442	2.442	2.417
Primes de responsabilisation	21	0	0	11.10	cmd	124	5,0	5,0	0,5	124	124	12
Charges des pensions des agents pensionnés de l'ex-FBFISPPH	21	0	0	11.11	cmd	82	3,3	3,3	3,3	82	82	82
Dépenses relatives aux pensions des agents de l'ex-province de Brabant admis à la retraite avant le 1/1/95	21	0	0	11.20	cmd		0,0	0,0	45,7			1.133
Frais de gestion du personnel	21	0	0	12.03	cmd	441	17,8	18,8	19,2	441	466	476
Frais de formation et d'information du personnel	21	0	0	12.04	cmd	136	5,5	5,5	5,5	136	136	136
Frais liés à l'informatisation de l'administration	21	0	0	12.05	cmd	263	10,6	10,6	13,1	263	263	325
Missions SIPP et médecine du travail	21	0	0	12.09	cmd	45	1,7	1,7	1,7	42	42	42
Frais de fonctionnement pour la mission de contrôle des subsides	21	0	0	12.10	caa	0	0,1	0,1	0,1	2	2	0
Frais de fonctionnement	21	0	0	12.11	ce	67	2,7	2,7	1,6	67	67	67
Frais de location	21	0	0	12.12	cmd	940	39,4	39,4	46,0	977	977	1.140
Frais de location simple (leasing opérationnel)	21	0	0	12.13	cmd	1.116	45,0	45,0	0,0	1.116	1.116	0
Frais de gestion des bâtiments administratifs de la CCF	21	0	0	12.14	cmd	45	1,8	1,8	1,8	45	45	45
Dotation au Service social	21	0	0	33.01	cmd	270	10,9	10,9	20,7	270	270	513
Achat d'un bâtiment administratif	21	0	0	71.01	cmd	0	0,0	0,0	70,0	0	0	1.735
Aménagement bâtiment administratif	21	0	0	72.01	co	248	10,0	6,0	59,8	248	149	1.482
Dépenses patrimoniales	21	0	0	74.01	ce	372	41,0	34,0	25,0	1.016	843	620
Achat de matériel informatique et bureautique	21	0	0	74.02	cmd	89	2,7	2,7	1,0	67	67	25
Dépenses patrimoniales SIPP	21	0	0	74.03	cmd	198	7,9	7,9	9,1	196	196	226
Total programme 0					cmd	21.834	727,0	726,8	1.023,0	18.022	18.017	25.360
					caa	0	0,1	0,1	0,0	2	2	0
					co	288	11,6	7,6	62,5	288	188	1.549
					ce	439	43,7	36,7	26,6	1.083	910	660

BUDGET 2002 "Décret"

INTITULE	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
Prog. 1 : Dotation spéciale de la Communauté française												
Intérêts dus en vertu de l'article 7 paragraphe 8 du décret II du 19.7.1993 attribuant l'exercice de certaines compétences à la Région wallonne et à la Commission communautaire française	21	1	0	21.01	cnd	0	0,0	0,0	18,0	0	0	446
Remboursement de la dotation	21	1	0	41.01	cnd	0	0,0	0,0	174,0	0	0	4.313
Total programme 1					cnd	0	0,0	0,0	192,0	0	0	4.759
TOTAL DIVISION 21					cnd	21.834	727,0	726,8	1.215,0	18.022	18.017	30.119
					caa	0	0,1	0,1	0,0	2	2	0
					co	288	11,6	7,6	62,5	288	188	1.549
					ce	439	43,7	36,7	26,6	1.083	910	660
DIVISION 22 : AIDE AUX PERSONNES												
Prog.1 : Action sociale												
Prestations de tiers, frais d'étude, colloque, frais de missions (déplacements, séjours...) des membres de l'administration	22	1	0	12.01	cnd	35	1,7	1,5	1,5	42	37	37
Promotion, publication, diffusion	22	1	0	12.02	cnd	59	2,4	2,4	2,5	59	59	62
Subventions à des organismes d'aide sociale, familiale, 3e âge	22	1	0	33.01	cnd	335	22,5	23,6	24,0	558	585	595
Subventions pour des études et des initiatives en matière sociale	22	1	0	33.02	cnd	20	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Subventions aux centres de service social et d'action sociale globale	22	1	0	33.03	cnd	1.859	75,3	75,3	83,6	1.867	1.867	2.072
Frais de raccordement, de placement et de location d'un appareil téléphonique et frais d'un système de télévigilance	22	1	0	33.04	cnd	99	4,0	4,0	4,0	99	99	99
Subvention à l'ASBL "fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale"	22	1	0	33.05	cnd	42	1,5	1,5	1,7	37	37	42
Subventions aux maisons d'accueil	22	1	0	33.06	cnd	4.983	205,9	204,0	223,0	5.104	5.057	5.528
Subventions aux organismes d'aide aux justiciables	22	1	0	33.07	cnd	149	6,6	6,6	9,9	164	164	245
Subventions à l'asbl "SAMU social"	22	1	0	33.08	cnd	124	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Subventions pour des études et des initiatives en matière sociale (secteur public)	22	1	0	43.02	cnd	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Subventions pour l'informatisation en matière d'action sociale	22	1	0	53.01	cnd	174	7,0	7,0	7,0	174	174	174
Total programme 1					cnd	7.878	326,9	325,9	357,2	8.104	8.079	8.854

BUDGET 2002 "Décret"

INTITULE	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
Prog. 2 : Cohabitation des communautés locales												
Dépenses de toute nature en matière d'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation	22	2	0	12.02	cnd	67	2,7	2,4	2,8	67	59	69
Subventions aux associations visant à l'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation					caa	0	0,3	0,3	0	0	7	0
Subventions aux associations visant à l'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation	22	2	0	33.04	cnd	2.251	90,8	90,8	93,0	2.251	2.251	2.305
Subvention à l'ASBL "Centre Bruxellois d'Action Interculturelle	22	2	0	33.05	cnd	131	5,3	5,3	8,8	131	131	218
Subventions aux communes en vue de l'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation	22	2	0	43.05	cnd	3.505	144,6	147,6	191,4	3.585	3.659	4.745
Total programme 2					cnd	5.954	243,4	246,1	296,0	6.034	6.101	7.337
					caa	0	0,0	0,3	0,0	0	7	0
Prog. 3 : Personnes handicapées												
Activité 2 : Subsistance du service à gestion séparée												
Rémunération du personnel de l'Etoile polaire	22	3	2	11.01	cnd	434	17,5	18,5	19,1	434	459	473
Rémunération du personnel du service à gestion séparée	22	3	2	11.02	cnd	2.702	109,0	108,0	0,0	2.702	2.677	0
Charges & provisions de pensions de l'ex Fonds bruxellois	22	3	2	11.03	cnd	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement du service à gestion séparée	22	3	2	12.10	cnd	117	4,7	3,2	0,0	117	79	0
Dépenses de fonctionnement de l'Etoile polaire	22	3	2	12.11	cnd	55	2,2	2,2	2,3	55	55	57
Dépenses patrimoniales du service à gestion séparée	22	3	2	74.01	cnd	47	1,9	1,9	0,0	47	47	0
Dépenses patrimoniales de l'Etoile polaire	22	3	2	74.02	cnd	25	1,0	1,0	1,1	25	25	27
Total activité 2					cnd	3.379	136,3	134,8	22,5	3.379	3.342	557
Activité 3 : Service à gestion séparée												
Amélioration des procédures du service à gestion séparée	22	3	3	12.01	cnd	174	7,0	7,0	7,0	174	174	174
Dotations au service à gestion séparée	22	3	3	41.03	cnd	63.783	2.673,4	2.778,8	2.963,2	66.272	68.885	73.208
Total activité 3					cnd	63.957	2.680,4	2.785,8	2.960,2	66.445	69.058	73.382
Total programme 3					cnd	67.335	2.816,7	2.920,6	2.982,7	69.824	72.400	73.939

BUDGET 2002 "Décret"

INTITULE	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
Prog. 4 : Famille												
Subventions aux services d'aide à domicile	22	4	0	33.12	cnd	15.171	647,0	647,0	715,6	16.039	16.039	17.739
Subventions aux centres de planning familial	22	4	0	33.13	cnd	4.041	169,0	170,0	182,8	4.189	4.214	4.531
Subventions aux services d'accueil de jour pour personnes âgées (secteur privé)	22	4	0	33.14	cnd	40	2,4	2,4	2,4	59	59	59
Subventions aux centres de formation d'aides familiaux	22	4	0	33.15	cnd	193	6,8	6,8	8,3	169	169	206
Total programme 4					cnd	19.445	825,2	826,2	909,1	20.456	20.481	22.535
Prog. 5 : Infrastructures sociales												
Honoraires, frais d'études et documentation en matière d'infrastructures sociales	22	5	0	12.01	cnd	2	0,1	0,1	0,1	2	2	2
Infrastructures sociales : subventions aux pouvoirs locaux (intérêts)	22	5	0	43.21	cnd	59	2,4	2,4	2,2	59	59	55
Subventions d'investissement dans les infrastructures sociales (secteur privé)	22	5	0	52.01	co	87	4,5	4,5	16,5	112	112	409
Subventions d'investissement dans les infrastructures sociales pour personnes handicapées (secteur privé)	22	5	0	52.02	ce	87	3,9	3,9	16,5	97	97	409
Subventions d'investissement dans les infrastructures sociales (secteur public)	22	5	0	63.21	co	979	39,5	34,0	39,5	979	843	979
Subventions d'investissement dans les infrastructures sociales pour personnes handicapées (secteur public)	22	5	0	63.22	ce	1.091	41,2	41,2	44,0	1.021	1.021	1.091
Subventions aux communes pour achat et aménagement de terrains de camping pour nomades	22	5	0	63.24	co	235	9,5	8,1	9,5	235	201	235
Infrastructures sociales : subventions aux pouvoirs locaux (amortissements)	22	5	0	63.26	ce	235	9,5	9,5	9,5	235	235	235
Total programme 5					cnd	114	4,6	4,6	5,4	114	114	134
					co	1.371	56,3	49,4	68,3	1.396	1.225	1.692
					ce	1.562	63,4	63,4	76,0	1.572	1.572	1.884
TOTAL DIVISION 22					cnd	100.727	4.216,8	4.323,4	4.550,4	104.532	107.174	112.799
					caa	0	0,0	0,3	0,0	0	7	0
					co	1.371	56,3	49,4	68,3	1.396	1.225	1.692
					ce	1.562	63,4	63,4	76,0	1.572	1.572	1.884

BUDGET 2002 "Décret"

INTITULE	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
DIVISION 23 : SANTE												
Prog. 1 : Support de la politique générale												
Prestations de tiers, frais d'étude, colloque, frais de l'administration et des personnes étrangères à l'administration.	23	1	0	12.01	cnd	67	2,7	2,7	2,7	67	67	67
Promotion, publications, diffusion	23	1	0	12.02	cnd	50	1,5	2,5	3,0	37	62	74
Fonds de participation pour les habitants	23	1	0	12.03	cnd	159	0,4	0,4	0,5	10	10	12
Subventions pour recherches dans le domaine de la santé	23	1	0	33.01	cnd	99	6,4	6,4	6,4	159	159	159
Subventions pour des études et des initiatives originales en santé mentale	23	1	0	33.06	cnd	99	3,0	3,0	5,0	74	74	124
Subvention à l'ASBL "fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale"	23	1	0	33.11	cnd	632	3,6	3,6	3,6	89	89	89
Subventions pour des initiatives en matière de Santé	23	1	0	33.13	cnd	99	26,5	26,5	32,0	657	657	793
Subventions pour des initiatives en matière de promotion à la Santé	23	1	0	33.14	cnd	12	4,0	3,3	4,0	99	82	99
Coopérations avec l'Etat fédéral et/ou les entités fédérées	23	1	0	41.01	cnd	1.118	0,5	0,2	0,5	12	5	12
Total programme 1					cnd	1.118	48,6	48,6	57,7	1.205	1.205	1.429
Prog. 2 : Services ambulatoires												
Subventions aux services de santé mentale	23	2	0	33.04	cnd	9.370	375,4	375,4	413,0	9.306	9.306	10.238
Subventions aux centres de télé-accueil	23	2	0	33.05	cnd	595	24,3	24,3	25,5	602	602	632
Subventions aux associations en matière de soins palliatifs	23	2	0	33.09	cnd	446	19,6	19,6	21,9	486	486	543
Subventions aux centres de coordination	23	2	0	33.10	cnd	892	36,2	36,2	40,2	897	897	997
Subventions aux associations de santé intégrée	23	2	0	33.15	cnd	1.227	49,7	49,7	60,0	1.232	1.232	1.487
Subventions aux services actifs en matière de toxicomanie	23	2	0	33.16	cnd	2.843	113,6	113,6	127,0	2.816	2.816	3.148
Subventions aux services de promotion et de développement sanitaires	23	2	0	33.17	cnd	149	6,0	6,0	6,0	149	149	149
Total programme 2					cnd	15.523	624,8	624,8	693,6	15.488	15.488	17.194

BUDGET 2002 "Décret"

INTITULE	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
Prog. 5 : Infrastructure Honoraires, frais d'études et documentation Subventions d'investissement dans les infrastructures de santé	23	5	0	12.01	crd	2	0,1	0,1	0,1	2	2	2
	23	5	0	52.01	co	868	35,0	30,0	47,8	868	744	1.185
					ce	868	35,0	35,0	47,0	868	868	1.165
Total programme 5					crd	2	0,1	0,1	0,1	2	2	2
					co	868	35,0	30,0	47,8	868	744	1.185
					ce	868	35,0	35,0	47,0	868	868	1.165
TOTAL DIVISION 23					crd	16.644	673,5	673,5	751,4	16.696	16.696	18.625
					co	868	35,0	30,0	47,8	868	744	1.185
					ce	868	35,0	35,0	47,0	868	868	1.165

BUDGET 2002 "Décret"

INTITULE	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
DIVISION 24 : TOURISME												
Prestations de tiers, frais de missions (déplacements, séjours,...) des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration.	24	0	0	12.01	cnd	74	3,0	3,0	3,0	74	74	74
Promotion, publication, diffusion	24	0	0	12.02	cnd	174	7,0	7,0	7,0	174	174	174
Frais de fonctionnement - Auberges de jeunesse	24	0	0	12.03	cnd	47	1,9	1,9	1,9	47	47	47
Maintenance des supports d'indication touristique	24	0	0	12.04	co		0,5	0,5	1,5	0	12	37
Subventions aux associations actives en matière de tourisme	24	0	0	33.02	ce	992	40,0	42,0	0,0	0	99	0
Subventions aux associations de tourisme social	24	0	0	33.03	cnd	0	0,0	0,0	0,0	0	1.041	992
Subvention de fonctionnement à l'O.P.T	24	0	0	43.01	cnd	3.297	133,0	133,0	162,1	3.297	3.297	4.018
Subvention d'investissement en tourisme social (secteur privé)	24	0	0	52.03	co	248	10,0	10,0	20,0	248	248	496
Subvention d'équipement touristique (privé)	24	0	0	52.04	co	248	10,0	10,0	40,0	248	248	992
Primes à la création et la rénovation de chambres d'hôtes	24	0	0	53.01	ce	183	7,4	7,4	10,0	183	183	248
Subventions d'équipements touristiques (sect. public)	24	0	0	63.04	ce	7	0,3	0,3	10,0	7	7	248
Investissement. Indications touristiques	24	0	0	70.01	cnd	50	2,0	2,0	1,0	50	50	25
Investissement en tourisme social-Travaux d'aménagement et de rénovation	24	0	0	72.01	co	372	8,5	4,5	9,4	211	112	233
	24	0	0		ce	372	8,5	4,5	10,0	211	112	248
	24	0	0		ce	124	6,5	6,5	1,0	161	161	25
	24	0	0		ce	124	6,5	6,5	1,0	161	161	25
	24	0	0		co	870	40,1	37,1	5,0	994	920	124
					ce	84	8,4	8,4	5,0	208	208	124
TOTAL DIVISION 24					cnd	4.633	186,9	186,9	215,0	4.633	4.683	5.330
					co	1.797	72,5	66,0	46,9	1.797	1.836	1.163
					ce	835	33,7	33,7	66,0	835	835	1.637

BUDGET 2002 "Décret"

INTITULE	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
DIVISION 25 : TRANSPORTS SCOLAIRES												
Annuité en matière de leasing financier (intérêts & amortissements)	25	0	0	04,00	chd	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Rémunération du personnel d'accompagnement	25	0	0	11,04	chd	883	36,6	36,6	37,3	907	907	925
Frais de transport	25	0	0	12,03	chd	3.471	140,0	148,0	142,1	3.471	3.669	3.523
Dépenses de toute nature relatives aux transports scolaires	25	0	0	12,11	chd	174	7,0	7,0	7,0	174	174	174
TOTAL DIVISION 25					chd	4.527	183,6	191,6	186,4	4.551	4.750	4.622

BUDGET 2002 "Décret"

INTITULE	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
DIVISION 26 : FORMATION PROFESSIONNELLE												
Prog. 1 : Support général de la politique de formation professionnelle												
Prestations de tiers, frais de missions (déplacements, séjours...) des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration	26	1	0	12.01	cnd	25	0,8	2,3	0,5	20	57	12
Promotion, publication, diffusion	26	1	0	12.02	cnd	25	1,0	1,0	1,0	25	25	25
Intervention dans la mise en oeuvre et l'évaluation des programmes européens des objectifs 3 et 4 du F.S.E. et des initiatives communautaires	26	1	0	12.03	co	35	1,4	1,4	1,0	35	35	25
					ce	0	0,0	0,0	3,0	0	0	74
Promotion d'activités et soutien en concertation avec l'IBFFP et la cellule FSA, à des actions d'insertion professionnelle	26	1	0	33.01	cnd	87	3,5	6,6	4,0	87	164	99
Décret du 27.4.1995 : agrément et fonctionnement de base des services d'insertion socio-professionnelle	26	1	0	33.02	cnd	1.636	82,0	78,9	101,0	2.033	1.956	2.504
Subventions aux associations d'amateurs d'horticulture et d'apiculture	26	1	0	33.03	cnd	10	0,4	0,4	0,4	10	10	10
Initiatives de formation pour appointés et salariés hors	26	1	0	33.04	cnd	12	0,5	0,5	0,5	12	12	12
IBFFP, notamment les indemnités de promotion sociale												
Intervention dans le traitement du personnel des asbl	26	1	0	33.05	cnd	94	3,8	3,8	3,8	94	94	94
bruxelloises d'insertion socio-professionnelle												
Subventions d'initiatives de diffusion et d'information liées aux activités d'insertion socio-professionnelle	26	1	0	33.06	cnd	20	0,8	0,8	0,8	20	20	20
Subventions à la FEBISP	26	1	0	33.07	cnd				2,5			62
Subventions pour financer la formation continue du personnel des organismes agréés	26	1	0	33.08	cnd				5,0			124
Financement de la délégation syndicale intercentres du secteur de l'ISP	26	1	0	33.11	cnd			0,4	2,0	0	10	50
Contribution au financement du Bureau permanent de l'alternance	26	1	0	41.04	cnd	64	2,6	1,1	2,6	64	27	64
Subventions à des activités de toute nature organisées par d'autres pouvoirs publics, en ce compris pour les activités de la délégation régionale interministérielle aux solidarités urbaines	26	1	0	43.03	cnd	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Contribution de la CCF au financement de l'agence FSE	26	1	0	45.23	cnd	52	2,1	2,1	2,1	52	52	52
Total programme 1					cnd	2.025	97,5	97,9	126,2	2.417	2.427	3.128
					co	35	1,4	1,4	1,0	35	35	25
					ce	0	0,0	0,0	3,0	0	0	74

BUDGET 2002 "Décret"

INTITULE	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
Prog. 2 : Classes moyennes												
Dépenses de toutes natures en faveur de la formation des indépendants et des classes moyennes	26	2	0	12.01	cnd	136	5,5	4,5	5,5	136	112	136
Subvention en matière de formation des indépendants et des classes moyennes	26	2	0	33.01	cnd	191	7,7	8,7	7,7	191	216	191
Subvention pour la formation des indépendants	26	2	0	41.01	cnd	4.953	199,8	199,8	212,0	4.953	4.953	5.255
Subvention de fonctionnement à l'IFPME	26	2	0	41.02	cnd	1.130	45,9	45,9	54,0	1.130	1.138	1.339
Charges immobilières des centres de formation	26	2	0	61.01	cnd	992	40,0	40,0	40,0	992	992	992
Total programme 2					cnd	7.402	298,6	298,9	319,2	7.402	7.410	7.913
Prog. 3 : Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle												
Subvention à l'Institut pour son fonctionnement et ses actions de formation organisées dans le cadre de la gestion paritaire (y compris la sous-traitance avec des tiers et la collaboration avec les secteurs professionnels)	26	3	0	43.05	cnd	19.435	784,0	784,0	810,5	19.435	19.435	20.092
Subventions accordées à l'Institut pour les actions de formation organisées dans le cadre de partenariat avec des acteurs privés ou publics	26	3	0	43.06	cnd	2.231	90,0	90,0	90,0	2.231	2.231	2.231
Total programme 3					cnd	21.666	874,0	874,0	900,5	21.666	21.666	22.323
TOTAL DIVISION 26					cnd	31.093	1.270,1	1.270,8	1.345,9	31.485	31.502	33.364
					co	35	1,4	1,4	1,0	35	35	25
					ce	0	0,0	0,0	3,0	0	0	74

BUDGET 2002 "Décret"

INTITULE	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
DIVISION 27 : DETTES												
Activité 1 : Bâtiments scolaires												
Frais de fonctionnement	27	0	1	12.11	cnd	112	4,5	4,6	4,7	112	114	117
					caa		0,1	0,0		2		
Dotation à la Spabs	27	0	1	43.03	cnd	6.909	278,7	278,7	390,5	6.909	6.909	9.680
Total activité 1					cnd	7.020	283,2	283,3	395,2	7.020	7.023	9.797
					caa	0	0,1	0,0		2	0	0
Activité 3 : Emprunts garantis par le Fonds de garantie des bâtiments scolaires												
Intérêts des emprunts	27	0	3	21.11	cnd	27	1,1	1,1	0,8	27	27	20
Amortissements	27	0	3	91.11	cnd	99	4,0	4,0	4,3	99	99	107
Total activité 3					cnd	126	5,1	5,1	5,1	126	126	127
Activité 4 : Ex- Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées												
Intérêts des emprunts	27	0	4	21.11	cnd	109	4,4	4,4	4,3	109	109	107
Amortissements	27	0	4	91.11	cnd	191	7,7	7,7	43,2	191	191	1.071
Total activité 4					cnd	300	12,1	12,1	47,5	300	300	1.178
Activité 5 : Office de Promotion du Tourisme												
Intérêts des emprunts	27	0	5	21.11	cnd	17	0,7	0,7	0,7	17	17	17
Amortissements	27	0	5	91.11	cnd	30	1,2	1,2	6,7	30	30	166
Total activité 5					cnd	47	1,9	1,9	7,4	47	47	183
TOTAL DIVISION 27					cnd	7.494	302,3	302,4	455,2	7.494	7.496	11.285
					caa	0	0,1	0,1		2	0	0

BUDGET 2002 "Décret"

INTITULE	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
DIVISION 28 : EQUIPEMENTS SPORTIFS												
Subventions aux associations pour l'acquisition de matériel médico-sportif	28	0	0	52.01	cnd	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Investissement en matière d'infrastructures sportives privées (A.R. 01/04/77)	28	0	0	52.02	co	174	7,0	7,0	6,2	174	174	154
Travaux de rénovation du centre sportif de la Woluwe	28	0	0	72.01	co	174	7,0	7,0	6,2	174	174	154
Acquisition de biens d'investissement	28	0	0	74.01	ce	0	0,0	0,0	0,8	0	0	20
					cnd	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
TOTAL DIVISION 28					cnd	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
					co	174	7,0	7,0	7,0	174	174	174
					ce	174	7,0	7,0	7,0	174	174	174

BUDGET 2002 "Décret"

INTITULE	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
DIVISION 29 : ENSEIGNEMENT												
Activité 1 : Subsistance												
Dépenses relatives aux pensions des agents de l'ex-province de Brabant admis à la retraite avant le 1/1/95	29	0	1	11.20	and	1.120	45,2	45,2	135,6	1.120	1.120	0
Total activité 1					and	1.120	45,2	45,2	135,6	1.120	1.120	0
Activité 2 : Complexe sportif												
Rémunération du personnel	29	0	2	11.01	and	682	27,5	27,5	30,0	682	682	744
Charges et provisions pour les pensions	29	0	2	11.02	and	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	29	0	2	12.11	and	248	10,0	9,9	9,5	248	245	235
Travaux d'aménagement du complexe sportif à Anderlecht	29	0	2	72.01	co	384	15,5	15,5	18,0	384	384	446
Dépenses patrimoniales	29	0	2	74.01	ce	384	15,5	15,5	18,0	384	384	446
Complexe sportif à Anderlecht-achat de matériel	29	0	2	74.02	caa	99	4,0	4,0	0,0	99	99	0
Total activité 2					and	942	38,0	38,0	40,5	942	942	1.004
Activité 3 : Enseignement												
Rémunération du personnel hors Haute-Ecole	29	0	3	11.01	and	8.875	422,1	422,1	444,6	10.464	10.464	11.021
Rémunération du personnel de la Haute-Ecole	29	0	3	11.02	and	1.587	64,0	64,0	66,0	1.587	1.587	1.636
Charges et provisions pour les pensions	29	0	3	11.03	and	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Rémunérations des animateurs et coordinateurs des activités parascolaires	29	0	3	11.04	and	25	1,0	1,0	1,0	25	25	25
Frais liés au personnel	29	0	3	11.05	and	347	14,0	14,0	14,0	347	347	347
Quote-part dans les pensions du personnel enseignant subventionné issu de l'ex-province de Brabant	29	0	3	11.06	and	74	3,0	2,0	2,0	74	50	50
Frais relatifs aux missions internationales	29	0	3	12.00	and	12	0,5	0,5	0,5	12	12	12
Dépenses de fonctionnement des activités parascolaires	29	0	3	12.10	and	12	0,5	0,5	0,5	12	12	12
Dépenses de fonctionnement des écoles de la Commission communautaire française, hors Haute-Ecole	29	0	3	12.11	and	5.592	231,4	232,1	219,1	5.736	5.754	5.431
Frais de gestion du personnel	29	0	3	12.12	and	181	7,3	7,3	7,3	181	181	181
Subventions de fonctionnement à la Haute-Ecole Lucia de Broukère	29	0	3	43.05	and	372	15,0	15,0	15,0	372	372	372
Achat de terrains et de bâtiments, construction, aménagement	29	0	3	72.01	co	7.561	305,0	221,0	380,0	7.561	5.478	9.420
Achat de biens meubles pour les établissements de la Commission communautaire française, hors Haute-Ecole	29	0	3	74.01	ce	7.933	320,0	320,0	362,0	7.933	7.933	8.974
Achat de biens meubles durables pour la Haute-Ecole	29	0	3	74.02	and	744	32,9	32,9	32,9	816	816	816
Achat de biens meubles durables pour les activités parascolaires	29	0	3	74.03	and	181	7,3	7,3	7,3	181	181	181
Total activité 3					and	18.012	799,4	799,1	810,6	19.817	19.809	20.094
TOTAL DIVISION 29					co	7.561	305,0	320,0	380,0	7.561	5.478	9.420
					ce	7.933	320,0	320,0	362,0	7.933	7.933	8.974
					and	20.074	882,6	882,3	851,1	21.879	21.872	21.098
					caa	99	4,0	4,0	0,0	99	99	0
					co	7.945	320,5	236,5	398,0	7.945	5.863	9.866

BUDGET 2002 "Décret"

INTITULE	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
					ce	8.317	335,5	335,5	380,0	8.317	8.317	9.420

BUDGET 2002 "Décret"

INTITULE	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
DIVISION 30 : RELATIONS INTERNATIONALES (MATIERES TRANSFEREES) ET POLITIQUE GENERALE												
<i>Activité 0 : Relations internationales</i>												
Frais de mission et de réception des membres du Collège et des membres de cabinet	30	0	0	12,00	cnd	25	1,0	1,0	1,0	25	25	25
Prestations de tiers, missions, frais d'études, colloques	30	0	0	12,01	cnd	10	0,4	0,4	0,4	10	10	10
Subventions aux associations	30	0	0	33,01	cnd	12	0,5	0,5	0,5	12	12	12
Transfert au C.G.R.I.	30	0	0	45,01	cnd	285	11,5	11,5	11,5	285	285	285
Total activité 0					cnd	332	13,4	13,4	13,4	332	332	332
<i>Activité 1 : Politique générale</i>												
Promotion, publication & diffusion	30	0	1	12,01	cnd	149	6,0	6,0	6,0	149	149	149
Subventions de politique générale	30	0	1	33,01	cnd	288	9,5	9,5	8,6	235	235	213
Travaux d'aménagement et de rénovation du CIVA	30	0	1	72,01	caa	268	0,1	0,1	8,0	2	2	198
					ce	149	10,8	10,8	9,0	268	149	223
					ce	149	6,0	6,0	9,0	149	149	223
Total activité 1					cnd	436	15,5	15,5	14,6	384	384	362
					caa	0	0,1	0,1	0	2	2	0
					co	268	10,8	10,8	8,0	268	268	198
					ce	149	6,0	6,0	9,0	149	149	223
TOTAL DIVISION 30					cnd	768	28,9	28,9	28,0	716	716	694
					caa	0	0,1	0,1	0	2	2	0
					co	268	10,8	10,8	8,0	268	268	198
					ce	149	6,0	6,0	9,0	149	149	223
TOTAL BUDGET					cnd	211.572	8.624,1	8.741,2	9.755,4	213.786	216.689	241.828
					caa	99	4,3	4,5	0,0	107	112	0
					co	12.744	515,1	408,7	639,5	12.769	10.131	15.852
					ce	12.343	524,3	517,3	614,6	12.997	12.824	15.237
Total cnd + co + caa						224.416	9.143,5	9.154,4	10.394,9	226.661	226.932	257.680

VERTALING

N. 2002 — 4499

[C — 2002/31607]

13 DECEMBER 2001. — Decreet houdende de Algemene Uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2002

Het College,

Op voorstel van het Lid van het College bevoegd voor Begroting en na beraadslaging,

Besluit :

Het Lid van het College bevoegd voor Begroting is belast met het voorleggen, namens het College, van het hierna volgend ontwerp van decreet aan de Vergadering van de Franse gemeenschapscommissie :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 115, § 1, eerste lid, 116, § 1^{er}, 121, § 1^{er}, eerste lid, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet, krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de uitgaven van de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2002 worden kredieten vrijgemaakt voor de onderstaande bedragen :

in duizend EUR

	Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
Niet-gesplitste kredieten	241.828	241.828
Gesplitste kredieten	15.237	15.852
TOTALEN	257.065	257.680

Deze kredieten worden opgesomd in de tabel die aan dit decreet werd aangehecht.

Art. 3. In afwijking van artikel 15 van de wet houdende organisatie van het Rekenhof van 29 oktober 1846 en van artikel 1, 1^o, van het koninklijk besluit van 31 mei 1966 houdende verordening van de vastlegging van de uitgaven van de bestuursdiensten, mogen voor een bedrag van 248.000 EUR kasvoorschotten toegestaan worden aan buitengewone rekenplichtigen voor de betaling van schuldvorderingen kleiner dan 4.958 EUR (incl. BTW), ongeacht het uitgavenprogramma.

Deze rekenplichtigen worden gemachtigd aan ambtenaren en deskundigen die in opdracht naar het buitenland gestuurd worden de noodzakelijke voorschotten te verschaffen, zelfs al zijn deze voorschotten groter dan 4.958 EUR, voorzover 9.916 EUR niet overschreden wordt. Ook deskundigen afkomstig uit andere landen, alsook kosten die het gevolg zijn van regelingen met vreemde landen kunnen bij kasvoorschot betaald worden, voorzover 9.916 EUR niet overschreden wordt.

De door het College aangestelde bijzondere rekenplichtige wordt gemachtigd schuldvorderingen uit te betalen die 9.916 EUR (incl. BTW) niet overschrijden met behulp van de kasvoorschotten aangerekend op de basis allocaties 29.02.12.11 en 29.02.74.02.

Inzake personeel kunnen, voor het betalen van schuldvorderingen, aan de buitengewone rekenplichtigen tot maximaal 61.973 EUR (incl. BTW) kasvoorschotten toegestaan worden ten laste van de basisallocaties 21.00.11.05 (personeelskosten) en 29.03.11.05) personeelskosten- enkel facturen maaltijdchèques) en tot maximaal 173.525 EUR (incl. BTW) ten laste van de basisallocatie 21.00.12.03 (beheerskosten personeel).

Inzake onderwijs kunnen aan de buitengewone rekenplichtigen tot maximaal 372.000 EUR kasvoorschotten toegestaan worden ten laste van de begrotingsartikelen 29.03.12.11 en 29.03.74.01 van de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschapscommissie, met name :

- Het Institut Emile GRYSOEN
- Het Institut REDOUTE-PEIFFER
- Het Internat de la Commission communautaire française
- Het Institut Roger GUILBERT
- CERIA, Affaires générales
- Het Institut Roger LAMBION
- De Ecole supérieure des Arts du Cirque
- Het IPHOV

Inzake onderwijs kunnen kasvoorschotten toegestaan worden op basisallocatie 29.03.74.01 (aankoop van duurzame goederen) voor de uitbetaling van schuldvorderingen kleiner dan 9.916 EUR (incl. BTW), ongeacht het uitgavenprogramma.

Inzake uitgaven voor energie en water zijn de buitengewone rekenplichtigen gemachtigd tot het betalen van schuldvorderingen kleiner dan 49.600 EUR (incl. BTW).

Voor een maximum van 744.000 EUR kunnen aan de buitengewone rekenplichtige kasvoorschotten toegestaan worden ten laste van het begrotingsartikel voor de betaling van de kosten van het schoolvervoer.

Voor schoolvervoer kunnen kasvoorschotten aangewend worden om schuldvorderingen te betalen, ongeacht het bedrag, maar voorzover de opdrachten werden vastgelegd in een contract

Art. 4. In afwijking van artikel 14, eerste lid, van de wet van 29 oktober 1846 houdende organisatie van het Rekenhof kunnen de in artikel 15, 2^o, van diezelfde wet bedoelde voorschotten gebruikt worden voor de betaling van de aansluitings-, plaatsings- en huurkosten van een telefoontoestel en van de kosten voor een teletoezichtstelsel aangerekend op basisallocatie 22.10.33.04.

Art. 5. In afwijking van artikel 15 van de op 17 juli 1991 samengeordende wetten op de Rijkscomptabiliteit kunnen de kredieten aangerekend op de basisallocaties 21.00.11.03; 21.00.11.04; 22.32.11.01; 22.32.11.02; 25.00.11.04; 29.02.11.01; 29.03.11.01; 29.03.11.02 et 29.03.11.04 onderling herverdeeld worden bij besluit van het College.

Art. 6. In afwijking van artikel 15 van de op 17 juli 1991 samengeordende wetten op de Rijkscomptabiliteit kunnen de kredieten aangerekend op de basisallocaties 22.50.52.01; 22.50.52.02; 22.50.63.21; 22.50.63.22 en 23.50.52.01 onderling herverdeeld worden bij besluit van het College.

Art. 7. In afwijking van artikel 40, § 1, van de op 17 juli 1991 samengeordende wetten op de Rijkscomptabiliteit gebeurt de uitbetaling van de geboortetoelagen en de vergoedingen voor begrafeniskosten overeenkomstig de regels bepaald in artikel 41 van diezelfde wetten.

Art. 8. Er kunnen provisies worden uitgekeerd aan advocaten, deskundigen en gerechtsdeurwaarders die optreden voor rekening van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 9. Interesten en aflossing van leningen respectievelijk aangerekend op de basisallocaties :

22.50.43.21	Leningen voor sociale infrastructuur (interesten)
22.50.63.26	Leningen voor sociale infrastructuur (aflossing)
27.01.43.03	Dotatie aan de "Société d'Administration des Bâtiments scolaires bruxellois"
27.03.21.11	Leningen gewaarborgd door het "Fonds de garantie des Bâtiments scolaires" (interesten)
27.03.91.11	Leningen gewaarborgd door het "Fonds de garantie des Bâtiments scolaires" (aflossing)
27.04.21.11	Leningen van het voormalige "Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées" – Interesten
27.04.91.11	Leningen van het voormalige "Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées" – Aflossing
27.05.21.11	Office de Promotion du Tourisme - Interesten op de leningen
27.05.91.11	Office de Promotion du Tourisme – Aflossingen

kunnen worden uitbetaald volgens de vaste uitgavenprocedure.

Deze procedure is eveneens van toepassing op de uitgaven aangerekend op de basisallocaties :

21.00.12.11	Werkingskosten (bank- en verzendingskosten - inzonderheid poststukken)
21.00.11.05	Personeelskosten (bijdragen voor het medisch toezicht en de vakbondspremie, maaltijdcheques, abonnementen MIVB, N.M.B.S....)
21.00.11.11	Pensioenlasten voor oud-personeelsleden van het voormalige "FBFISPPH"
25.00.11.04	Bezoldiging van het begeleidingspersoneel (maaltijdcheques, sociale abonnementen, vakbondspremies...).
29.03.11.05	Personeelskosten (maaltijdcheques...).

De maaltijdcheques en de MIVM abonnementen aangerekend op de volgende respectieve basisallocaties :

A.B. 01.00.11.02	Wedden en vergoedingen voor personeel van het Kabinet TOMAS
A.B. 02.00.11.02	Wedden en vergoedingen voor personeel van het Kabinet de DONNEA
A.B. 03.00.11.02	Wedden en vergoedingen voor personeel van het Kabinet GOSUIN
A.B. 04.00.11.02	Wedden en vergoedingen voor personeel van het Kabinet DRAPS
A.B. 05.00.11.02	Wedden en vergoedingen voor personeel van het Kabinet HUTCHINSON

kunnen eveneens worden betaald volgens de vaste uitgavenprocedure.

Deze procedure is eveneens van toepassing op uitgaven die betrekking hebben op presentiegelden en weddentoelagen voor personen die niet onderworpen zijn aan het BTW-stelsel, aangerekend op de basisallocaties :

21.00.12.04	Opleidingskosten voor het personeel (Evaluatiecommissie, honoraria van trainers)
21.00.12.11	Werkingskosten (Beroepskamer voor tuchtzaken, Beroepskamer voor de evaluaties, Commissie voor de openbaarheid van bestuurshandelingen)
22.10.12.01	Prestaties van derden, studiekosten, colloquia, kosten voor opdrachten van leden van de administratie en van personen die niet tot het bestuur behoren (Conseil consultatif Aides aux personnes)
22.20.12.02	Uitgaven van enigerlei aard inzake de immigratie (Deskundigencomité – sociale inschakelingssector)
23.10.12.01	Prestaties van derden, studiekosten, colloquia, kosten voor opdrachten van leden van de administratie en van personen die niet tot het bestuur behoren (Conseil consultatif Santé)
24.00.12.01	Prestaties van derden, studiekosten, colloquia, kosten voor opdrachten van leden van de administratie en van personen die niet tot het bestuur behoren (Conseil supérieur du Tourisme)
29.03.12.11	Werkingsuitgaven van de scholen van de C.C.F., zonder de Haute Ecole (onderwijs - examenjury, conferenties, didactische uiteenzettingen)

De eerste schijf van de dotatie aan de "Service à Gestion séparée", aangerekend op basisallocatie :

22.33.41.03	Dotatie aan de "Service à Gestion séparée"
-------------	--

kan worden uitbetaald volgens de vaste uitgavenprocedure.

Art. 10. In afwijking van de artikelen 5 en 6 van de op 17 juli 1991 samengeordende wetten op de Rijkscomptabiliteit kunnen schuldvorderingen van vorige jaren aangezuiverd worden ten laste van de door dit decreet vrijgemaakte kredieten met betrekking tot :

BA 01.00.11.02	Wedden en vergoedingen voor het kabinetspersoneel van de Voorzitter van het College
BA 02.00.11.02	Wedden en vergoedingen voor het kabinetspersoneel van het Lid van het College
BA 03.00.11.02	Wedden en vergoedingen voor het kabinetspersoneel van het Lid van het College
BA 04.00.11.02	Wedden en vergoedingen voor het kabinetspersoneel van het Lid van het College
BA 05.00.11.02	Wedden en vergoedingen voor het kabinetspersoneel van het Lid van het College
BA 21.00.01.02	Uitgaven van allerlei aard voor de verhuizing
BA 21.00.11.03	Bezoldiging van het statutair personeel
BA 21.00.11.04	Bezoldiging van het contractueel personeel
BA 21.00.11.05	Personeelsonkosten
BA 21.00.11.06	Rechtstreeks aan het personeel uitbetaalde pensioenen
BA 21.00.11.08	Pensioenlasten en -provisies voor de personeelsleden afkomstig van de voormalige Franse Gemeenschapscommissie
BA 21.00.11.09	Pensioenlasten en -provisies voor de personeelsleden van de voormalige provincie Brabant
BA 21.00.11.10	Responsabiliseringspremies
BA 21.00.11.11	Pensioenlasten voor de oud-personeelsleden van het voormalige "FBFISPPH"
BA 21.00.11.20	Pensioen van de op 1 januari 1995 op rust gestelde personeelsleden van de voormalige provincie Brabant
BA 21.00.12.03	Kosten van het personeelsbeheer
BA 21.00.12.04	Kosten voor opleiding en informatie van het personeel
BA 21.00.12.05	Kosten verbonden aan de informatisering van het bestuur
BA 21.00.12.09	Opdracht van de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk - werking
BA 21.00.12.11	Algemene werkingskosten
BA 21.00.12.14	Beheerskosten voor de administratieve gebouwen van de COCOF
BA 21.00.74.01	Vermogensuitgaven
BA 22.10.33.03	Subsidies aan de "Centres de Service social et d'action sociale globale"
BA 22.10.33.05	Subsidie aan de v.z.w. "Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale"
BA 22.10.33.06	Subsidies aan de onthaalhuizen
BA 22.20.33.04	Subsidie aan de verenigingen die streven naar integratie van de plaatselijke gemeenschappen en hun samenleven
BA 22.20.43.05	Subsidie aan de gemeenten met het oog op maatschappelijke integratie van de plaatselijke gemeenschappen en hun samenleven
BA 22.40.33.12	Subsidies aan de erkende diensten voor gezinshulp
BA 22.40.33.13	Subsidies aan de raadplegingscentra voor huwelijk en gezin
BA 22.32.11.01	Bezoldiging van het personeel van "Etoile Polaire"
BA 22.32.12.11	Werkingskosten - "Etoile Polaire"
BA 22.32.74.02	Vermogensuitgaven van "Etoile Polaire"
BA 22.40.33.12	Subsidies aan de diensten voor thuishulp
BA 22.40.33.13	Subsidies aan de centra voor gezinsplanning
BA 23.10.33.11	Subsidie aan de v.z.w. "Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale"
BA 23.20.33.04	Subsidies aan diensten voor geestelijke gezondheidszorg
BA 23.20.33.05	Subsidies aan diensten voor tele-onthaal
BA 23.20.33.09	Subsidies aan verenigingen voor palliatieve zorgen
BA 23.20.33.16	Subsidie aan diensten die drugsverslaving bestrijden
BA 25.00.11.04	Bezoldiging van begeleidingspersoneel (Schoolvervoer)
BA 24.00.12.01	Prestaties van derden, opdrachtkosten (verplaatsing, verblijf,...) van leden van de administratie en van personen van buiten de administratie
BA 25.00.11.04	Bezoldiging van begeleidingspersoneel (Schoolvervoer)
BA 25.00.12.03	Vervoerskosten (Schoolvervoer)
BA 25.00.12.11	Alle uitgaven met betrekking tot het schoolvervoer
BA 26.10.33.04	Opleidingsinitiatieven voor werknemers, los van het IBFFP

BA 26.10.41.04	Bijdrage aan de financiering van het "Bureau permanent de l'alternance"
BA 26.20.41.02	Werkingssubsidie aan het IFPME
BA 27.01.12.11	Werkingskosten (schoolgebouwen)
BA 29.02.11.01	Bezoldiging van het personeel van het Sportcomplex
BA 29.02.11.02	Pensioenlasten en -provisies (Sportcomplex)
BA 29.03.11.01	Bezoldiging van het personeel, met uitzondering van de Hogeschool
BA 29.03.11.02	Bezoldiging van het personeel van de Hogeschool
BA 29.03.11.03	Pensioenlasten en -provisies
BA 29.03.11.04	Nevenschoolse activiteiten : Bezoldiging van animatoren en coördinatoren
BA 29.03.11.05	Personeelskosten
BA 29.03.11.06	Aandeel in de pensioenen van het gesubsidieerd onderwijzend personeel afkomstig van de voormalige provincie Brabant
BA 29.03.12.10	Werkingsuitgaven voor de nevenschoolse activiteiten
BA 29.03.12.11	Werkingsuitgaven voor de scholen van de Franse Gemeenschapscommissie, zonder Hogeschool
BA 29.03.12.12	Kosten voor het personeelsbeheer

Art. 11. Het College wordt gemachtigd werkings- en investeringssubsidies toe te kennen ten laste van de volgende basisallocaties :

21.00.01.03	Uitgaven van allerlei aard voor het social profit akkoord
21.00.33.01	Dotatie aan de sociale dienst
22.10.33.01	Subsidies aan instellingen voor sociale-, gezins- en bejaardenhulp
22.10.33.02	Subsidies voor sociale studies en initiatieven
22.10.33.04	Aansluitings-, plaatsings- en huurkosten voor een telefoontoestel en kosten voor een teletoezicht-systeem
22.10.33.05	Subsidie aan de v.z.w. "Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale"
22.10.33.07	Subsidies aan instellingen voor rechtshulp
22.10.43.02	Subsidies voor sociale studies en initiatieven (overheid)
22.10.53.01	Subsidies voor de informatisering inzake sociale actie
22.20.33.04	Subsidie aan de verenigingen die streven naar integratie van de plaatselijke gemeenschappen en hun samenleven
22.20.33.05	Subsidies aan de v.z.w. "Centre bruxellois d'action interculturelle"
22.20.43.05	Subsidie aan de gemeenten met het oog op maatschappelijke integratie van de plaatselijke gemeenschappen en hun samenleven
22.33.41.03	Dotatie aan de dienst in onafhankelijk beheer
22.50.43.21	Sociale infrastructuur : Subsidies aan de plaatselijke besturen (interessen)
22.50.63.24	Subsidies aan de gemeenten voor de aankoop en de aanleg van terreinen voor zwerfende bevolkingsgroepen
22.50.63.26	Sociale infrastructuur : Subsidies aan de plaatselijke besturen (aflossingen)
23.10.33.01	Subsidies voor onderzoek op het vlak van de gezondheid
23.10.33.06	Subsidies voor studies en originele initiatieven op het vlak van de geestelijke gezondheidszorg
23.10.33.11	Subsidie aan de v.z.w. "Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale"
23.10.33.13	Subsidies voor initiatieven inzake gezondheidszorg
23.10.33.14	Subsidies voor initiatieven ter bevordering van de gezondheid
23.10.41.01	Samenwerking Federale Staat en/of Gemeenschappen en Gewesten
24.00.33.02	Subsidies aan verenigingen voor toerisme
24.00.43.01	Werkingssubsidie aan het OPT
24.00.52.03	Investeringsubsidies aan het sociaal toerisme (privé-sector)
24.00.52.04	Subsidies voor toeristische uitrustingen (privé-sector)
24.00.53.01	Premies voor de creatie en de renovatie van "chambres d'hôtes"
24.00.63.04	Subsidies voor toeristische uitrustingen (overheidssector)
26.10.33.01	Bevordering van activiteiten inzake beroepsopleiding
26.10.33.03	Subsidies aan verenigingen voor horticultuur en apicultuur

26.10.33.04	Opleidingsinitiatieven voor werknemers, los van het IBFFP, onder meer de vergoedingen voor sociale promotie
26.10.33.05	Bijdrage in de wedde van het personeel van de Brusselse v.z.w.'s voor socio-professionele inschakeling
26.10.33.06	Subsidies voor spreidings- en informatie-initiatieven verbonden aan de socio-professionele inschakelingsactiviteiten
26.10.33.07	Subsidies aan de FEBISP
26.10.33.08	Subsidies voor de financiering van de voortdurende vorming van het personeel van de erkende organismen
26.10.33.11	Financiering van de syndicale intercentra afvaardiging in de sector socio-professionele inschakeling
26.10.41.04	Bijdrage in de financiering van het "Bureau permanent de l'alternance"
26.10.43.03	Subsidies voor activiteiten van allerlei aard ingericht door andere overheden, met inbegrip van de activiteiten van de Gewestelijke Interministeriële Afvaardiging voor Stedelijke Solidariteit.
26.10.45.23	Financiële bijdrage van de Franse Gemeenschapscommissie in de financiering van het ESF agentschap
26.20.33.01	Subsidies voor de vorming van zelfstandigen
26.20.41.01	Subsidies voor de vorming van zelfstandigen
26.20.41.02	Werkingssubsidie voor het "Institut de formation pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises"
26.20.61.01	Onroerende lasten van de opleidingscentra
26.30.43.05	Subsidies aan het "Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle", voor zijn werking
26.30.43.06	Subsidies aan het IBFFP voor opleidingsinitiatieven ingericht in partnerschap met de privé- of met andere overheden
27.01.43.03	Dotatie aan de "Société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois"
28.00.52.01	Subsidies aan verenigingen voor investeringen
28.00.52.02	Investeringen in privé-sportinfrastructuur (koninklijk besluit van 1 april 1977)
29.03.43.05	Werkingssubsidies aan de Hogeschool Lucia de Brouckère
30.00.33.01	Subsidies aan verenigingen (Internationale betrekkingen)
30.00.45.01	Overdracht aan het CGRI
30.01.33.01	Subsidies aan verenigingen (Algemeen beleid)

Art. 12. Het College wordt gemachtigd de waarborg van de Franse Gemeenschapscommissie te verlenen aan :

– leningen aangegaan door de de "Société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois" met het oog op de herfinanciering van leningen die aflopen en waarvoor reeds een waarborg van de Franse Gemeenschapscommissie gold;

– leningen aangegaan door de "Société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois" met het oog op vervroegde terugbetaling van leningen die door deze maatschappij werden gesloten en waarvoor reeds een waarborg van de Franse Gemeenschapscommissie gold;

– operaties voor interestbeheersing (afgeleide producten) verricht door de "Société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois" in het raam van de leningen die de waarborg van de Franse Gemeenschapscommissie genieten.

HOOFDSTUK II. — *Instelling van openbaar nut*

Art. 13. Na goedkeuring door het College wordt het Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle gemachtigd gebruik te maken van een van zijn begrotingsreserves opgenomen bedrag van 4.463 EUR voor het voeren van een vastgoedbeleid.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt gemachtigd voor het verlenen van zijn waarborg aan de lening afgesloten door het Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, voor een bedrag beperkt tot 12.394.676 EUR.

HOOFDSTUK III. — *Dienst in afzonderlijk beheer*

Art. 14. De aan dit decreet aangehechte begroting van de dienst in afzonderlijk beheer (le Service à gestion séparée) voor het begrotingsjaar 2002 wordt goedgekeurd.

Art. 15. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2002.

Brussel, 13 december 2001.

Voor het College,

Het Lid bevoegd voor Begroting

BEGROTING 2002 "Decreet"

TITEL	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
AFDELING 01 : KABINET VAN DE VOORZITTER VAN HET OKLLEGE E. TOMAS												
Wedden en vergoedingen van het kabinetspersoneel	1	0	0	11.02	ngk	223	9,0	9,0	9,3	223	223	230
Werkingskosten van het kabinet	1	0	0	12.19	ngk	25	1,0	1,5	1,0	25	37	25
Vermogensuitgaven van het kabinet	1	0	0	74.01	ngk	25	1,0	0,5	1,0	25	12	25
TOTAAL AFDELING 01					ngk	273	11,0	11,0	11,3	273	273	280
AFDELING 02 : KABINET VAN HET LID VAN HET OKLLEGE F.-X. de DONNEA												
Wedden en vergoedingen van het kabinetspersoneel	2	0	0	11.02	ngk	131	5,3	5,5	5,5	131	136	135
Werkingskosten van het kabinet	2	0	0	12.19	ngk	27	1,1	1,1	1,1	27	27	28
Vermogensuitgaven van het kabinet	2	0	0	74.01	ngk	17	0,7	0,7	0,7	17	17	18
TOTAAL AFDELING 02					ngk	176	7,1	7,3	7,3	176	181	181
AFDELING 03 : KABINET VAN HET LID VAN HET OKLLEGE D. GOSUIN												
Wedden en vergoedingen van het kabinetspersoneel	3	0	0	11.02	ngk	139	5,6	5,6	5,8	139	139	143
Werkingskosten van het kabinet	3	0	0	12.19	ngk	25	1,0	1,0	1,0	25	25	25
Vermogensuitgaven van het kabinet	3	0	0	74.01	ngk	12	0,5	0,5	0,5	12	12	13
TOTAAL AFDELING 03					ngk	176	7,1	7,1	7,3	176	176	181

BEGROTING 2002 "Decreet"

TITEL	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
AFDELING 04 : KABINET VAN HET LID VAN HET OKLLEGE W. DRAPS												
Wedden en vergoedingen van het kabinetpersoneel	4	0	0	11.02	ngk	174	7,0	7,0	7,2	174	174	179
Werkingskosten van het kabinet	4	0	0	12.19	ngk	2	0,1	0,1	0,2	2	2	5
Vermogensuitgaven van het kabinet	4	0	0	74.01	ngk	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
TOTAAL AFDELING 04					ngk	176	7,1	7,1	7,4	176	176	184
AFDELING 05 : KABINET VAN HET LID VAN HET OKLLEGE A. HUTCHINSON												
Wedden en vergoedingen van het kabinetpersoneel	5	0	0	11.02	ngk	139	5,6	5,6	5,8	139	139	143
Werkingskosten van het kabinet	5	0	0	12.19	ngk	30	1,2	1,3	1,2	30	32	30
Vermogensuitgaven van het kabinet	5	0	0	74.01	ngk	7	0,3	0,2	0,3	7	5	8
TOTAAL AFDELING 05					ngk	176	7,1	7,1	7,3	176	176	181
AFDELING 06 : RAAD VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSOKMMISSIE												
Dotatie aan de Raad	6	0	0	01.01	ngk	2.801	113,0	113,0	116,4	2.801	2.801	2.885
TOTAAL AFDELING 06					ngk	2.801	113,0	113,0	116,4	2.801	2.801	2.885

BEGROTING 2002 "Decreet"

TITEL	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
AFDELING 21 : BESTUUR												
Prog. 0 : Bestaansmiddelen												
Uitgaven van enigerlei aard mbt. het IPHOV	21	0	0	01.01	ngk	1.872	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Uitgaven van enigerlei aard mbt. de verhuizing	21	0	0	01.02	ngk	372	15,0	15,0	26,0	372	372	645
Uitgaven van enigerlei aard mbt. de non-profitsector	21	0	0	01.03	ngk	3.540	47,0	47,0	78,3	1.165	1.165	1.941
Bezodiging van het statutair personeel	21	0	0	11.03	ngk	5.900	243,0	243,0	336,2	6.024	6.024	8.334
Bezodiging van het oktractueel personeel	21	0	0	11.04	ngk	3.347	131,5	130,3	168,1	3.260	3.230	4.167
Personeelskosten	21	0	0	11.05	ngk	563	23,5	22,5	23,5	563	558	563
Kosten en provisies voor de pensioenen v/h personeel v/d voormalige CFC	21	0	0	11.08	ngk	379	15,3	16,3	43,3	379	404	1.073
Kosten en provisies voor de pensioenen v/d voormalige provincie Brabant	21	0	0	11.09	ngk	2.095	98,5	98,5	97,5	2.442	2.442	2.417
Responsabiliseringspremies	21	0	0	11.10	ngk	124	5,0	5,0	0,5	124	124	12
Pensioenkosten v/d pepens. Personeelsleden v/h voormalige FBFISPPH	21	0	0	11.11	ngk	82	3,3	3,3	3,3	82	82	82
Uitgaven voor de pensioenen v/d personeelsl. van de voormalige provincie Brabant die voor 1/1/95 werden gepensioneerd	21	0	0	11.20	ngk		0,0	0,0	45,7			1.133
Kosten personeelsbeheer	21	0	0	12.03	ngk	441	17,8	18,8	19,2	441	466	476
Kosten voor opleiding en informatie van het personeel	21	0	0	12.04	ngk	136	5,5	5,5	5,5	136	136	136
Kosten voor de informatisering van het bestuur	21	0	0	12.05	ngk	263	10,6	10,6	13,1	263	263	325
Taken IDBP en arbeidsgeneeskunde	21	0	0	12.09	ngk	45	1,7	1,7	1,7	42	42	42
Werkingskosten voor de okntrôle op toelagen	21	0	0	12.10	kvj	0	0,1	0,1	0,1	2	2	0
Werkingskosten	21	0	0	12.11	ok	40	1,6	1,6	2,7	40	40	67
Huurkosten	21	0	0	12.12	vk	67	2,7	2,7	1,6	67	67	40
Enkelvoudige huurkosten (operationele leasing)	21	0	0	12.12	ngk	940	39,4	39,4	46,0	977	977	1.140
Beheerskosten van de kantoorgebouwen van de CCF	21	0	0	12.13	ngk	1.116	45,0	45,0	0,0	1.116	1.116	0
Dotatie aan de Sociale Dienst	21	0	0	12.14	ngk	45	1,8	1,8	1,8	45	45	45
Aankoop van een kantoorgebouw	21	0	0	33.01	ngk	270	0,0	0,0	20,7	270	270	513
Inrichting van een kantoorgebouw	21	0	0	71.01	ngk	0	0,0	0,0	10,9	0	0	270
Vermogensuitgaven	21	0	0	72.01	ok	248	10,0	6,0	59,8	248	149	1.735
Aankoop van informatica- en bureauticamateriaal	21	0	0	74.01	vk	372	41,0	34,0	25,0	1.016	843	1.482
Vermogensuitgaven IDBP	21	0	0	74.02	ngk	89	2,7	2,7	1,0	67	67	25
	21	0	0	74.03	ngk	198	7,9	7,9	9,1	196	196	226
Totaal programma 0					ngk	21.834	727,0	726,8	1.023,0	18.022	18.017	25.360
					kvj	0	0,1	0,1	0,0	2	2	0
					ok	288	11,6	7,6	62,5	288	188	1.549
					vk	439	43,7	36,7	26,6	1.083	910	660

BEGROTING 2002 "Decreet"

TITEL	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
Prog. 1 : Bijzondere dotatie van de Franse Gemeenschap												
Interesten verschuldigd krachtens artikel 7, § 8 va het decreet II van 19.07.1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie Tengubbetaling van de dotatie	21	1	0	21.01	ngk	0	0,0	0,0	18,0	0	0	446
	21	1	0	41.01	ngk	0	0,0	0,0	174,0	0	0	4.313
Totaal programma 1					ngk	0	0,0	0,0	192,0	0	0	4.759
TOTAAL AFDELING 21					ngk	21.834	727,0	726,8	1.215,0	18.022	18.017	30.119
					kvj	0	0,1	0,1	0,0	2	2	0
					ok	288	11,6	7,6	62,5	288	188	1.549
					vk	439	43,7	36,7	26,6	1.083	910	660
AFDELING 22 : BIJSTAND AAN PERSONEN												
Prog.1 : Sociale Actie												
Prestaties van derden, studiekosten, okloquia, kosten voor opdrachten (verplaatsing, verblijf...) van de leden van het bestuur	22	1	0	12.01	ngk	35	1,7	1,5	1,5	42	37	37
Promotie, publicatie, verspreiding	22	1	0	12.02	ngk	59	2,4	2,4	2,5	59	59	62
Subsidies aan instellingen voor sociale-, gezins- en bejaardenhulp	22	1	0	33.01	ngk	335	22,5	23,6	24,0	558	585	595
Subsidies voor studies en initiatieven op sociaal vlak	22	1	0	33.02	ngk	20	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Subsidies aan vkntra voor sociaal dienstbezoek en algemeen maatschappelijk werk	22	1	0	33.03	ngk	1.859	75,3	75,3	83,6	1.867	1.867	2.072
Aansluitings-, plaatsings- en huurkosten voor een telefoonnet en kosten voor een teletoezichtstelsel	22	1	0	33.04	ngk	99	4,0	4,0	4,0	99	99	99
Subsidie aan de vzw Social Intersectorieel Fonds voor Sociale- en Gezondheidsinstellingen van het Brussels Gewest	22	1	0	33.05	ngk	42	1,5	1,5	1,7	37	37	42
Subsidies aan de opvanghuizen	22	1	0	33.06	ngk	4.983	205,9	204,0	223,0	5.104	5.057	5.528
Subsidies aan instellingen voor steun aan justitiabelen	22	1	0	33.07	ngk	149	6,6	6,6	9,9	164	164	245
Subsidies aan de vzw "SAMU social"	22	1	0	33.08	ngk	124	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Subsidies voor studies en initiatieven op sociaal vlak (openbare sector)	22	1	0	43.02	ngk	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Subsidies voor de informatisering inzake sociale actie	22	1	0	53.01	ngk	174	7,0	7,0	7,0	174	174	174
Totaal programma 1					ngk	7.878	326,9	325,9	357,2	8.104	8.079	8.854

BEGROTING 2002 "Decreet"

TITEL	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
Prog. 2 : Samenleven van lokale gemeenschappen												
Uitgaven van diverse aard voor de sociale integratie en het samenleven van de lokale gemeenschappen	22	2	0	12.02	ngk kvj	67 0	2,7 0,3	2,4 0,3	2,8	67 0	59 7	69 0
Subsidies aan verenigingen die ijveren voor de sociale integratie en het samenleven van de lokale gemeenschappen	22	2	0	33.04	ngk	2.251	90,8	90,8	93,0	2.251	2.251	2.305
Subsidie aan de vzw vknire Bruxelles d'Action Interculturelle	22	2	0	33.05	ngk	131	5,3	5,3	8,8	131	131	218
Subsidies aan gemeenten voor de sociale integratie en het samenleven van de lokale gemeenschappen	22	2	0	43.05	ngk	3.505	144,6	147,6	191,4	3.585	3.659	4.745
Totaal programma 2					ngk kvj	5.954 0	243,4 0,0	246,1 0,3	296,0 0,0	6.034 0	6.101 7	7.337 0
Prog. 3 : Personen met een handicap												
Activiteit 2 : Bestaansmiddelen van de dienst in onafhankelijk beheer												
Bezoldiging personeel Etoile polaire	22	3	2	11.01	ngk	434	17,5	18,5	19,1	434	459	473
Bezoldiging personeel van de dienst in onafhankelijk beheer	22	3	2	11.02	ngk	2.702	109,0	108,0	0,0	2.702	2.677	0
Kosten en provies voor de pensioenen van het voormalig Brussels Fonds	22	3	2	11.03	ngk	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Werkingsuitgaven van de dienst in onafhankelijk beheer	22	3	2	12.10	ngk	117	4,7	3,2	0,0	117	79	0
Werkingsuitgaven Etoile polaire	22	3	2	12.11	ngk	55	2,2	2,2	2,3	55	55	57
Vermogensuitgaven van de dienst in onafhankelijk beheer	22	3	2	74.01	ngk	47	1,9	1,9	0,0	47	47	0
Vermogensuitgaven Etoile polaire	22	3	2	74.02	ngk	25	1,0	1,0	1,1	25	25	27
Totaal activiteit 2					ngk	3.379	136,3	134,8	22,5	3.379	3.342	557
Activiteit 3 : Dienst in onafhankelijk beheer												
Verbering provkures dienst in onafhankelijk beheer	22	3	3	12.01	ngk	174	7,0	7,0	7,0	174	174	174
Dotatie aan de dienst in onafhankelijk beheer	22	3	3	41.03	ngk	63.783	2.673,4	2.778,8	2.953,2	66.272	68.885	73.208
Totaal activiteit 3					ngk	63.957	2.680,4	2.785,8	2.960,2	66.445	69.058	73.382
Totaal programma 3					ngk	67.335	2.816,7	2.920,6	2.982,7	69.824	72.400	73.939

BEGROTING 2002 "Decreet"

TITEL	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
AFDELING 23 : GEZONDHEID												
Prog. 1 : Ondersteuning van het algemeen beleid												
Prestaties van derden, studiekosten, okloquia, onkosten van het bestuur en van personen die niet tot het bestuur behoren	23	1	0	12.01	ngk	67	2,7	2,7	2,7	67	67	67
Promotie, publicatie en verspreiding	23	1	0	12.02	ngk	50	1,5	2,5	3,0	37	62	74
Fonds voor bewonersparticipatie	23	1	0	12.03	ngk	10	0,4	0,4	0,5	10	10	12
Subsidies voor onderzoek op gezondheidsvlak	23	1	0	33.01	ngk	159	6,4	6,4	6,4	159	159	159
Subsidies voor studies en initiatieven in de geestelijke gezondheidszorg	23	1	0	33.06	ngk	99	3,0	3,0	5,0	74	74	124
Subsidie aan de vzw Social Intersectorieel Fonds voor de Sociale- en Gezondheidsinstellingen van het Brussels Gewest	23	1	0	33.11	ngk	99	3,6	3,6	3,6	89	89	89
Subsidies voor initiatieven op gezondheidsvlak	23	1	0	33.13	ngk	632	26,5	26,5	32,0	657	657	793
Subsidies voor initiatieven ter bevordering van de gezondheid	23	1	0	33.14	ngk	99	4,0	3,3	4,0	99	82	99
Samenwerking met de Federale Staat en/of met Gemeenschappen en Gewesten	23	1	0	41.01	ngk	12	0,5	0,2	0,5	12	5	12
Totaal programma 1					ngk	1.118	48,6	48,6	57,7	1.205	1.205	1.429
Prog. 2 : Diensten voor ambulante zorgen												
Subsidies aan diensten voor geestelijke gezondheidszorg	23	2	0	33.04	ngk	9.370	375,4	375,4	413,0	9.306	9.306	10.238
Subsidies aan diensten voor tele-onthaal	23	2	0	33.05	ngk	595	24,3	24,3	25,5	602	602	632
Subsidies aan verenigingen voor palliatieve zorgen	23	2	0	33.09	ngk	446	19,6	19,6	21,9	486	486	543
Subsidies aan de okördinatiekntra	23	2	0	33.10	ngk	892	36,2	36,2	40,2	897	897	997
Subsidies aan verenigingen voor geïntegreerde gezondheidszorg	23	2	0	33.15	ngk	1.227	49,7	49,7	60,0	1.232	1.232	1.487
Subsidies aan diensten tegen drugverslaving	23	2	0	33.16	ngk	2.843	113,6	113,6	127,0	2.816	2.816	3.148
Subsidies aan diensten voor promotie en ontwikkeling van de gezondheid	23	2	0	33.17	ngk	149	6,0	6,0	6,0	149	149	149
Totaal programma 2					ngk	15.523	624,8	624,8	693,6	15.488	15.488	17.194

BEGROTING 2002 "Decreet"

TITEL	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
Prog. 5 : Infrastructuur Honoraria, studie- en documentatiekosten Subsidies voor investeringen in gezondheidsinfrastructuur	23	5	0	12,01	ngk	2	0,1	0,1	0,1	2	2	2
	23	5	0	52,01	ok	868	35,0	30,0	47,8	868	744	1.185
					vk	868	35,0	35,0	47,0	868	868	1.165
Totaal programma 5					ngk	2	0,1	0,1	0,1	2	2	2
					ok	868	35,0	30,0	47,8	868	744	1.185
					vk	868	35,0	35,0	47,0	868	868	1.165
TOTAAL AFDELING 23					ngk	16.644	673,5	673,5	751,4	16.696	16.696	18.625
					ok	868	35,0	30,0	47,8	868	744	1.185
					vk	868	35,0	35,0	47,0	868	868	1.165

BEGROTING 2002 "Decreet"

TITEL	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
AFDELING 24 : TOERISME												
Prestaties van derden, kosten voor opdrachten (vervoer, verblijf,...) van personeel van het bestuur en van personen die niet tot het bestuur behoren.	24	0	0	12.01	ngk	74	3.0	3.0	3.0	74	74	74
Promotie, publicatie, verspreiding	24	0	0	12.02	ngk	174	7.0	7.0	7.0	174	174	174
Werkingskosten -Jeugdherbergen	24	0	0	12.03	ngk	47	1.9	1.9	1.9	47	47	47
Onderhoud 0toeristische wegwijzers en uitlegpanelen	24	0	0	12.04	ok			0.5	1.5	0	12	37
Subsidies aan verenigingen voor toerisme	24	0	0	33.02	vk	992	40.0	4.0	0.0	0	99	0
Subsidies aan verenigingen voor sociaal toerisme	24	0	0	33.03	ngk	0	0.0	0.0	42.0	992	1.041	992
Werkingsubsidie voor het O.P.T	24	0	0	43.01	ngk	3.297	133.0	0.0	0.0	0	0	0
Subsidie voor investeringen in sociaal toerisme (privé sector)	24	0	0	52.03	ok	248	10.0	10.0	20.0	248	248	496
Subsidie voor toeristische uitrusting (privé)	24	0	0	52.04	ok	183	7.4	7.4	40.0	248	248	992
Premies voor oprichting en renovatie van "chambres d'hôtes"	24	0	0	53.01	vk	7	0.3	0.3	10.0	183	183	248
Subsidies voor toeristische uitrusting (overheidssector)	24	0	0	63.04	ngk	50	2.0	2.0	1.0	7	7	248
Investeringen voor toeristische aanduidingen	24	0	0	70.01	ok	372	8.5	4.5	9.4	50	50	25
Investeringen in sociaal toerisme - Inrichtings- en renovatiewerken	24	0	0	72.01	ok	372	8.5	4.5	10.0	211	112	233
					vk	124	6.5	6.5	1.0	211	112	248
					vk	124	6.5	6.5	1.0	161	161	25
					ok	870	40.1	37.1	5.0	161	161	25
					vk	84	8.4	8.4	5.0	994	920	124
TOTAAL AFDELING 24					ngk	4.633	186,9	186,9	215,0	4.633	4.683	5.330
					ok	1.797	72,5	66,0	46,9	1.797	1.636	1.163
					vk	835	33,7	33,7	66,0	835	835	1.637

BEGROTING 2002 "Decreet"

TITEL	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
AFDELING 25 : LEERLINGENVERVOER												
Annuitéit voor financiële leasing (interesten en kapitaalaflossingen)	25	0	0	04,00	ngk	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Bezoldiging van het begeleidend personeel	25	0	0	11,04	ngk	883	36,6	36,6	37,3	907	907	925
Vervoerskosten	25	0	0	12,03	ngk	3.471	140,0	148,0	142,1	3.471	3.669	3.523
Diverse uitgaven voor het leerlingenvervoer	25	0	0	12,11	ngk	174	7,0	7,0	7,0	174	174	174
TOTAAL AFDELING 25					ngk	4.527	183,6	191,6	186,4	4.551	4.750	4.622

BEGROTING 2002 "Decreet"

TITEL	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
AFDELING 26 : BEROEPSOPLEIDING												
Prog. 1 : Algemene ondersteuning van het beroepsleidingsbeleid												
Prestaties van derden, kosten van opdrachten (vervoer, verblijf, ...) van personeelsleden van het bestuur en van personen die niet tot het bestuur behoren	26	1	0	12.01	ngk	25	0,8	2,3	0,5	20	57	12
Promotie, publicatie, verspreiding	26	1	0	12.02	ngk	25	1,0	1,0	1,0	25	25	25
Eigen aandeel in de uitvoering en de evaluatie van Europese programma's uit Doelstellingen 3 en 4 van het ESF en uit okmmunautaire initiatieven	26	1	0	12.03	ok vk	35 0	1,4 0,0	1,4 0,0	1,0 3,0	35 0	35 0	25 74
Promotie van activiteiten en steunverlening, in overleg met het IBFFP en de vkl ESF, aan acties voor beroepsherscholing	26	1	0	33.01	ngk	87	3,5	6,6	4,0	87	164	99
Decreet van 27.4.1995 : erkenning en basiswerking van de diensten voor socio-professionele inschakeling	26	1	0	33.02	ngk	1.636	82,0	78,9	101,0	2.033	1.956	2.504
Subsidies aan verenigingen van amateur-tuiniers en inkers	26	1	0	33.03	ngk	10	0,4	0,4	0,4	10	10	10
Opleidingsinitiatieven voor loontrekkenden die niet onder het IBFFP vallen, onder meer de vergoedingen voor sociale promotie	26	1	0	33.04	ngk	12	0,5	0,5	0,5	12	12	12
Tussenkost in de bezoldiging van het personeel van de Brusselse vzw's voor socio-professionele inschakeling	26	1	0	33.05	ngk	94	3,8	3,8	3,8	94	94	94
Subsidies aan initiatieven voor informatieverbreiding over de activiteiten op het vlak van de socio-professionele inschakeling	26	1	0	33.06	ngk	20	0,8	0,8	0,8	20	20	20
Subsidies aan de FEBISP	26	1	0	33.07	ngk				2,5			62
Subsidies voor de financiering van de voortdurende vorming van het personeel van de erkende organismen	26	1	0	33.08	ngk				5,0			124
Financiering van de interkvnta vakbondsafvaardiging in de sector ISP	26	1	0	33.11	ngk			0,4	2,0	0	10	50
Bijdrage in de financiering van het Bureau Permanent de l'Alternanvk	26	1	0	41.04	ngk	64	2,6	1,1	2,6	64	27	64
Subsidies aan diverse activiteiten ingericht door andere overheden, met inbegrip van de activiteiten van de Gewestelijke Interministeriële Afvaardiging voor Stedelijke Solidariteit	26	1	0	43.03	ngk	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Bijdrage van de CCF in de financiering van het ESF agentschap	26	1	0	45.23	ngk	52	2,1	2,1	2,1	52	52	52
Totaal programma 1					ngk ok vk	2.025 35 0	97,5 1,4 0,0	97,9 1,4 0,0	126,2 1,0 3,0	2.417 35 0	2.427 35 0	3.128 25 74

BEGROTING 2002 "Decreet"

TITEL	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
Prog. 2 : Middenstand												
Diverse uitgaven voor de vorming van zelfstandigen en van de middenstand	26	2	0	12.01	ngk	136	5,5	4,5	5,5	136	112	136
Subsidies voor de vorming van zelfstandigen	26	2	0	33.01	ngk	191	7,7	8,7	7,7	191	216	191
Subsidies voor de vorming van zelfstandigen	26	2	0	41.01	ngk	4.953	199,8	199,8	212,0	4.953	4.953	5.255
Werkingsubsidie aan het IFPME	26	2	0	41.02	ngk	1.130	45,6	45,9	54,0	1.130	1.138	1.339
Onroerende lasten van de vormingsknttra	26	2	0	61.01	ngk	992	40,0	40,0	40,0	992	992	992
Totaal programma 2					ngk	7.402	298,6	298,9	319,2	7.402	7.410	7.913
Prog. 3 : Institut bruxellois franokphone pour la formation professionnelle												
Subsidie aan het Instituut voor de werking en de opleidingen die in het raam van het paritair beheer worden ingericht (met inbegrip van het uitbesteden aan derden en van de samenwerking met de beroepssectoren)	26	3	0	43.05	ngk	19.435	784,0	784,0	810,5	19.435	19.435	20.092
Subsidies aan het Instituut voor vormingsacties die in partnerschap met openbare en private actoren worden ingericht	26	3	0	43.06	ngk	2.231	90,0	90,0	90,0	2.231	2.231	2.231
Totaal programma 3					ngk	21.666	874,0	874,0	900,5	21.666	21.666	22.323
TOTAAL AFDELING 26					ngk	31.093	1.270,1	1.270,8	1.345,9	31.485	31.502	33.364
					ok	35	1,4	1,4	1,0	35	35	25
					vk	0	0,0	0,0	3,0	0	0	74

BEGROTING 2002 "Decreet"

TITEL	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
AFDELING 27 : SCHULDEN												
Activiteit 1 : Schoolgebouwen												
Werkingskosten	27	0	1	12.11	ngk	112	4,5	4,6	4,7	112	114	117
					kvj		0,1	0,0		2	6.909	9.680
Dotatie aan de Spabs	27	0	1	43.03	ngk	6.909	278,7	278,7	390,5	6.909	6.909	9.680
Totaal activiteit 1					ngk	7.020	283,2	283,3	395,2	7.020	7.023	9.797
					kvj	0	0,1	0,0		2	0	0
Activiteit 3 : Leningen gewaarborgd door het Fonds de garantie des bâtiments sociaux												
Interesten op de leningen	27	0	3	21.11	ngk	27	1,1	1,1	0,8	27	27	20
Aflossingen	27	0	3	91.11	ngk	99	4,0	4,0	4,3	99	99	107
Totaal activiteit 3					ngk	126	5,1	5,1	5,1	126	126	127
Activiteit 4 : Voormalig Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées												
Interesten op de leningen	27	0	4	21.11	ngk	109	4,4	4,4	4,3	109	109	107
Aflossingen	27	0	4	91.11	ngk	191	7,7	7,7	43,2	191	191	1.071
Totaal activiteit 4					ngk	300	12,1	12,1	47,5	300	300	1.178
Activiteit 5 : Offvk de Promotion du Tourisme												
Interesten op leningen	27	0	5	21.11	ngk	17	0,7	0,7	0,7	17	17	17
Aflossingen	27	0	5	91.11	ngk	30	1,2	1,2	6,7	30	30	166
Totaal activiteit 5					ngk	47	1,9	1,9	7,4	47	47	183
TOTAAL AFDELING 27					ngk	7.494	302,3	302,4	455,2	7.494	7.496	11.285
					kvj	0	0,1	0,1		2	0	0

BEGROTING 2002 "Decreet"

TITEL	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
AFDELING 28 : SPORTUITRUSTINGEN												
Subsidies aan verenigingen voor de verwerving van medisch sportmateriaal	28	0	0	52.01	ngk	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Investerings in privé sportinfrastructuur (K.B. 01/04/77)	28	0	0	52.02	ok vk	174	7,0	7,0	6,2	174	174	154
Renovatiewerken aan het vkntré Sportif de la Woluwe	28	0	0	72.01	ok vk	174	7,0	7,0	0,8	0	0	20
Verwerving van investeringsgoederen	28	0	0	74.01	ngk	0	0,0	0,0	0,8	0	0	20
TOTAAL AFDELING 28					ngk ok vk	0 174 174	0,0 7,0 7,0	0,0 7,0 7,0	0,0 7,0 7,0	0 174 174	0 174 174	0 174 174

BEGROTING 2002 "Decreet"

TITEL	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 initi. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 initi. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 initi. (1000 EUR)
AFDELING 29 : ONDERWIJS												
Activiteit 1 : Bestaansmiddelen												
Uitgaven voor de pensioenen van personeel van de voormalige provincie Brabant die voor 1/1/95 op rust werden gesteld												
	29	0	1	11.20	ngk	1.120	45,2	45,2	135,6	1.120	1.120	0
Totaal activiteit 1					ngk	1.120	45,2	45,2	135,6	1.120	1.120	0
Activiteit 2 : Sportcomplex												
Bezoldiging van het personeel												
	29	0	2	11.01	ngk	682	27,5	27,5	30,0	682	682	744
Lasten en provisies voor de pensioenen												
	29	0	2	11.02	ngk	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Werkingsuitgaven												
	29	0	2	12.11	ngk	248	10,0	9,9	9,5	248	245	235
Inrichtingswerken aan het sportcomplex van Anderlecht												
	29	0	2	72.01	ok	384	15,5	15,5	18,0	384	384	446
Vermogensuitgaven												
	29	0	2	74.01	vk	384	15,5	15,5	18,0	384	384	446
okomplexe sportif à Anderlecht-achat de matériel												
	29	0	2	74.02	ngk	12	0,5	0,6	1,0	12	15	25
Totaal activiteit 2					ngk	942	38,0	38,0	40,5	942	942	1.004
					kvj	99	4,0	4,0	0,0	99	99	0
					ok	384	15,5	15,5	18,0	384	384	446
					vk	384	15,5	15,5	18,0	384	384	446
Activiteit 3 : Onderwijs												
Bezoldiging van het personeel (zonder Haute Eokle)												
	29	0	3	11.01	ngk	8.875	422,1	422,1	444,6	10.464	10.464	11.021
Bezoldiging van het personeel van de Haute Eokle												
	29	0	3	11.02	ngk	1.587	64,0	64,0	66,0	1.587	1.587	1.636
Lasten en provisies voor de pensioenen												
	29	0	3	11.03	ngk	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Bezoldiging van animatoren en okördinatoren van nevenschoolse activiteiten												
	29	0	3	11.04	ngk	25	1,0	1,0	1,0	25	25	25
Personeelskosten												
	29	0	3	11.05	ngk	347	14,0	14,0	14,0	347	347	347
Aandeel in de pensioenen van het gesubsidieerd onderwijzend personeel van de voormalige provincie Brabant												
	29	0	3	11.06	ngk	74	3,0	2,0	2,0	74	50	50
Kosten van internationale opdrachten												
	29	0	3	12.00	ngk	12	0,5	0,5	0,5	12	12	12
Werkingsuitgaven voor nevenschoolse activiteiten												
	29	0	3	12.10	ngk	12	0,5	0,5	0,5	12	12	12
Werkingsuitgaven van de scholen van de Franse Gemeenschapscommissie (zonder Haute Eokle)												
	29	0	3	12.11	ngk	5.592	231,4	232,1	219,1	5.736	5.754	5.431
Kosten personeelsbeheer												
	29	0	3	12.12	ngk	181	7,3	7,3	7,3	181	181	181
Werkingsubsidies aan de Haute Eokle Lucia de Broukère												
	29	0	3	43.05	ngk	372	15,0	15,0	15,0	372	372	372
Aankoop van gronden en gebouwen, bouwwerken, inrichting												
	29	0	3	72.01	ok	7.561	305,0	221,0	380,0	7.561	5.478	9.420
Aankoop van roerende goederen voor de instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie (zonder Haute Eokle)												
	29	0	3	74.01	ngk	744	32,9	32,9	32,9	816	816	816
Aankoop van duurzame roerende goederen voor de Haute Eokle												
	29	0	3	74.02	ngk	181	7,3	7,3	7,3	181	181	181
Aankoop van duurzame roerende goederen voor de nevenschoolse activiteiten												
	29	0	3	74.03	ngk	10	0,4	0,4	0,4	10	10	10
Totaal activiteit 3					ngk	18.012	799,4	799,1	810,6	19.817	19.809	20.094
					ok	7.561	305,0	221,0	380,0	7.561	5.478	9.420
					vk	7.933	320,0	320,0	362,0	7.933	7.933	8.974
TOTAAL AFDELING 29					ngk	20.074	882,6	882,3	851,1	21.879	21.872	21.098
					kvj	99	4,0	4,0	0,0	99	99	0

BEGROTING 2002 "Decreet"

TITEL	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
						7.945	320,5	236,5	398,0	7.945	5.863	9.866
						8.317	335,5	335,5	380,0	8.317	8.317	9.420
						ok						
						vk						

BEGROTING 2002 "Decreet"

TITEL	Div.	Progr.	Act.	A.B.	Crédits	2001 init. (1000 EUR)	2001 1A (Mios BEF)	2001 2A (Mios BEF)	2002 init. (Mios BEF)	2001 1A (1000 EUR)	2001 2A (1000 EUR)	2002 init. (1000 EUR)
AFDELING 30 : INTERNATIONALE BETREKKINGEN (OVERGEHEVELDE AANGELEGENHEDEN) EN ALGEMEEN BELEID												
<i>Activiteit 0 : Internationale betrekkingen</i>												
Onkosten voor opdrachten en revkpties van okllegeleden en Kabinetsleden	30	0	0	12.00	ngk	25	1,0	1,0	1,0	25	25	25
Prestaties van derden, opdrachten, studiekosten, okloquia	30	0	0	12.01	ngk	10	0,4	0,4	0,4	10	10	10
Subsidies aan verenigingen	30	0	0	33.01	ngk	12	0,5	0,5	0,5	12	12	12
Overdracht naar het C.G.R.I.	30	0	0	45.01	ngk	285	11,5	11,5	11,5	285	285	285
Totaal activiteit 0					ngk	332	13,4	13,4	13,4	332	332	332
<i>Activiteit 1 : Algemeen beleid</i>												
Promotie, publicatie en verspreiding	30	0	1	12.01	ngk	149	6,0	6,0	6,0	149	149	149
Subsidies algemeen beleid	30	0	1	33.01	ngk	288	9,5	9,5	8,6	235	235	213
Renovatie- en inrichtingswerken CIVA	30	0	1	72.01	ok vk	268 149	0,1 6,0	0,1 6,0	8,0 9,0	2 149	2 149	198 223
Totaal activiteit 1					ngk kvj ok vk	436 0 268 149	15,5 0,1 10,8 6,0	15,5 0,1 10,8 6,0	14,6 8,0 9,0	384 2 268 149	384 2 268 149	362 0 198 223
TOTAAL AFDELING 30					ngk kvj ok vk	768	28,9	28,9	28,0	716	716	684
TOTAAL BEGROTING					ngk kvj ok vk	211.572 99 12.744 12.343	8.624,1 4,3 515,1 524,3	8.741,2 4,5 408,7 517,3	9.755,4 0,0 639,5 614,6	213.766 107 12.769 12.997	216.689 112 10.131 12.824	241.828 0 15.852 15.237
Totaal ngk + ok + kvj						224.416	9.143,5	9.154,4	10.394,9	226.661	226.932	257.680